Japan International Cooperation Agency (JICA)
Ministry of Construction, Housing, Sanitation and Urban Development (MCLAU)

The Project for the Development of the Urban Master Plan in Greater Abidjan in the Republic of Côte d'Ivoire (SDUGA)

#### Final Report

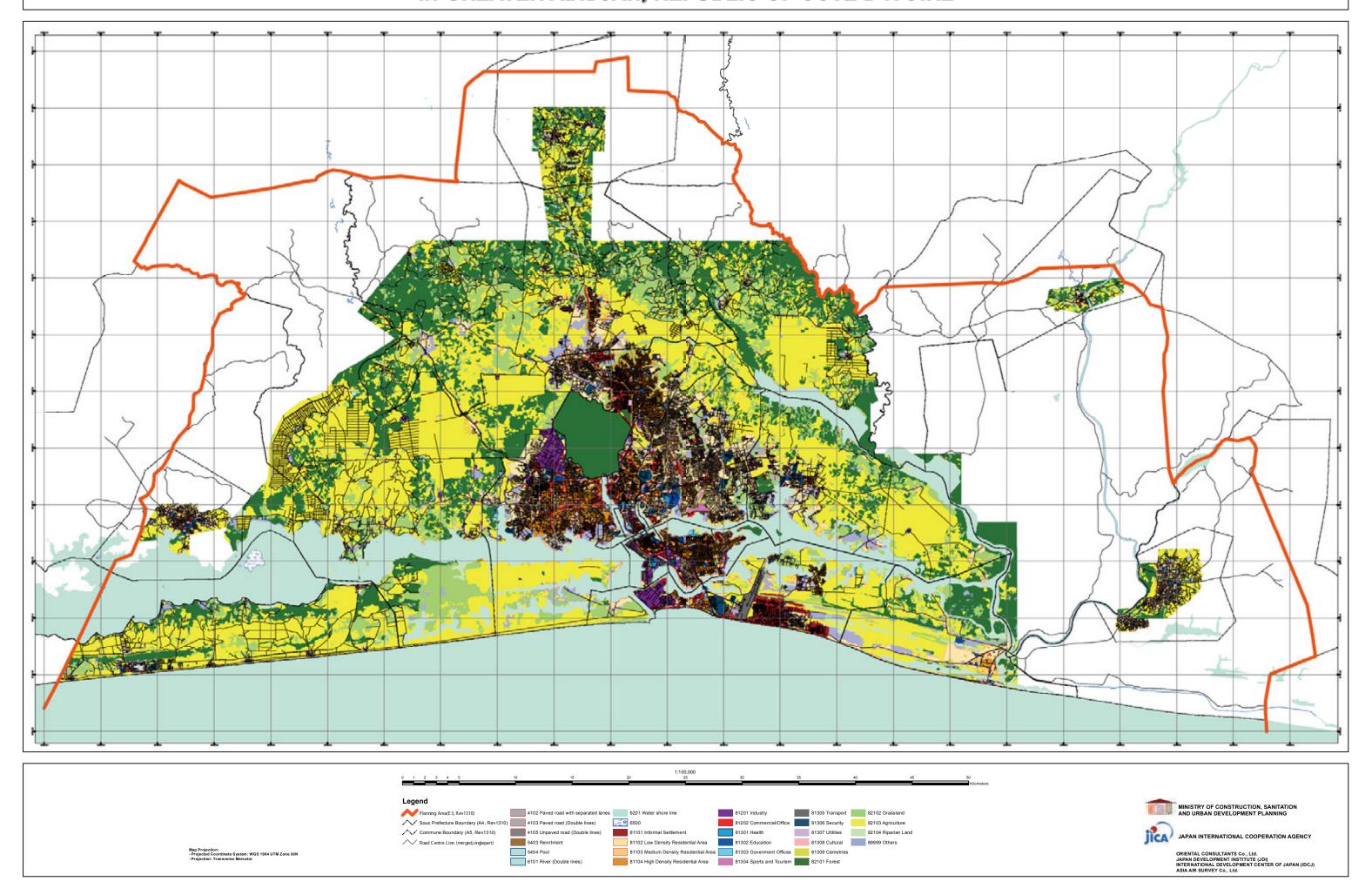
March 2015

# Volume II Urban Master Plan for Greater Abidjan and Other Project Related Tasks

**Appendices** 

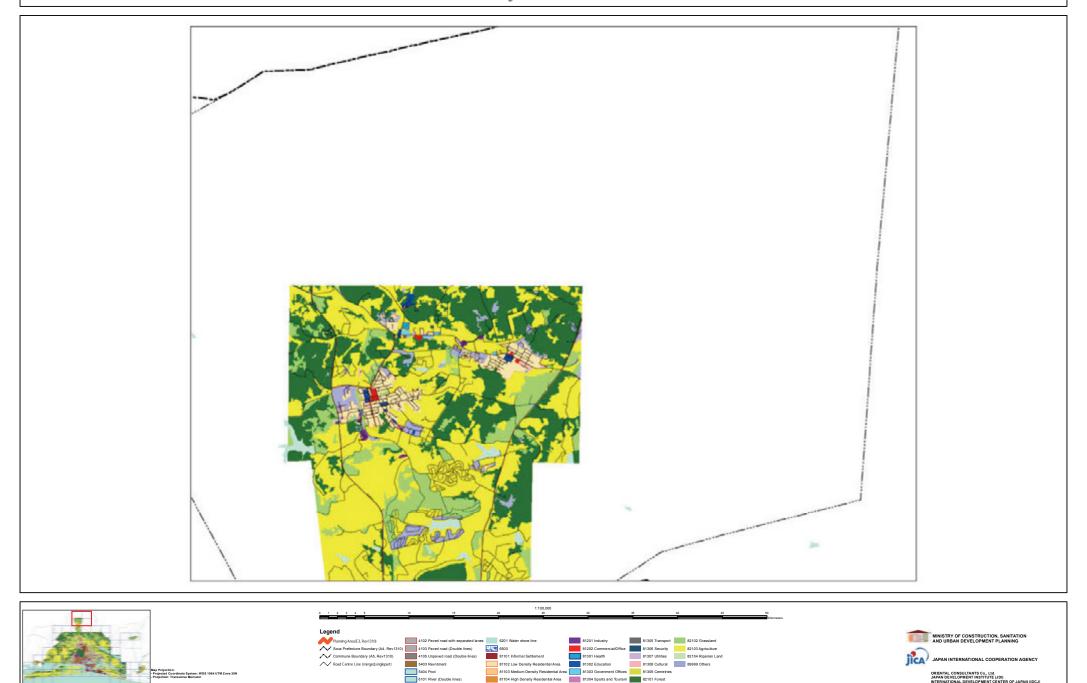
## $\underset{\scriptscriptstyle{(1\;pages)}}{Appendix}\;A$

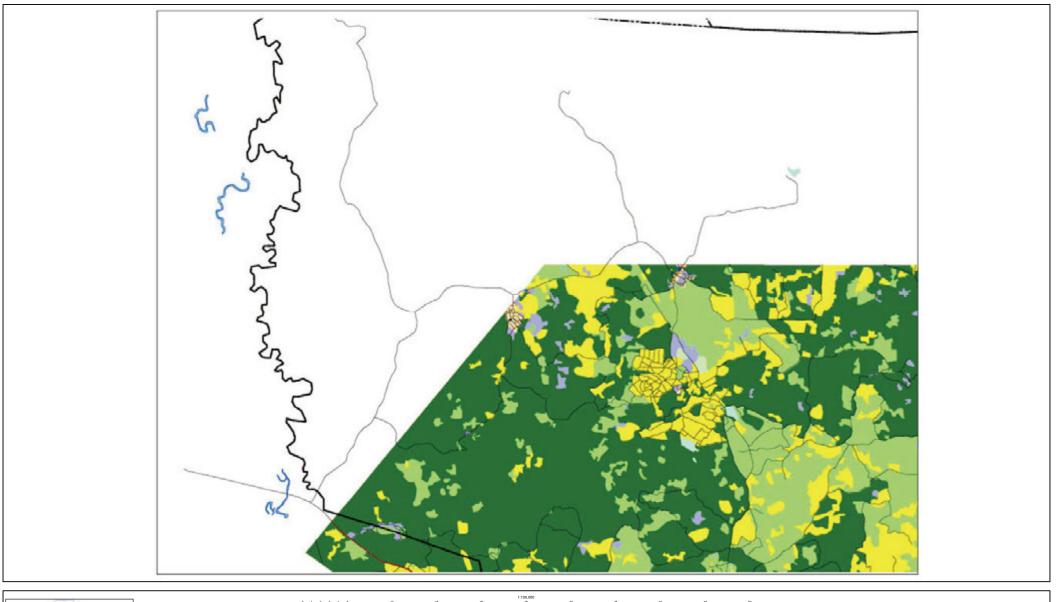
Existing Land Use Map for the Project of Development of the Urban Master Plan in Greater Abidjan (Scale 1:100,000)

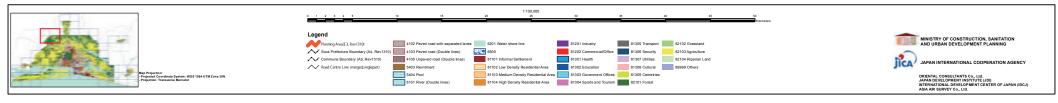


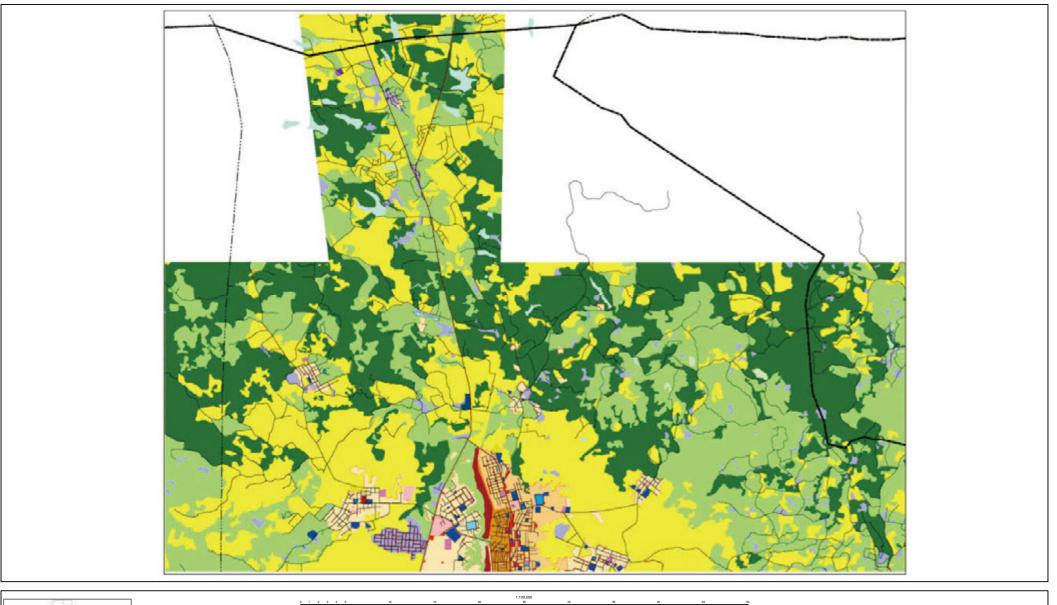
### $\underset{\scriptscriptstyle{(21\,\mathrm{pages})}}{Appendix}\;B$

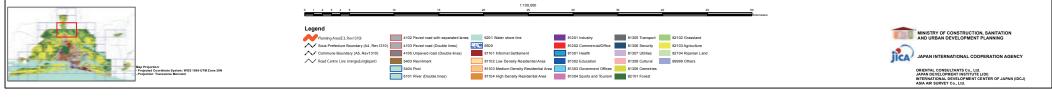
Existing Land Use Map for the Project of Development of the Urban Master Plan in Greater Abidjan (Enlarged Maps)

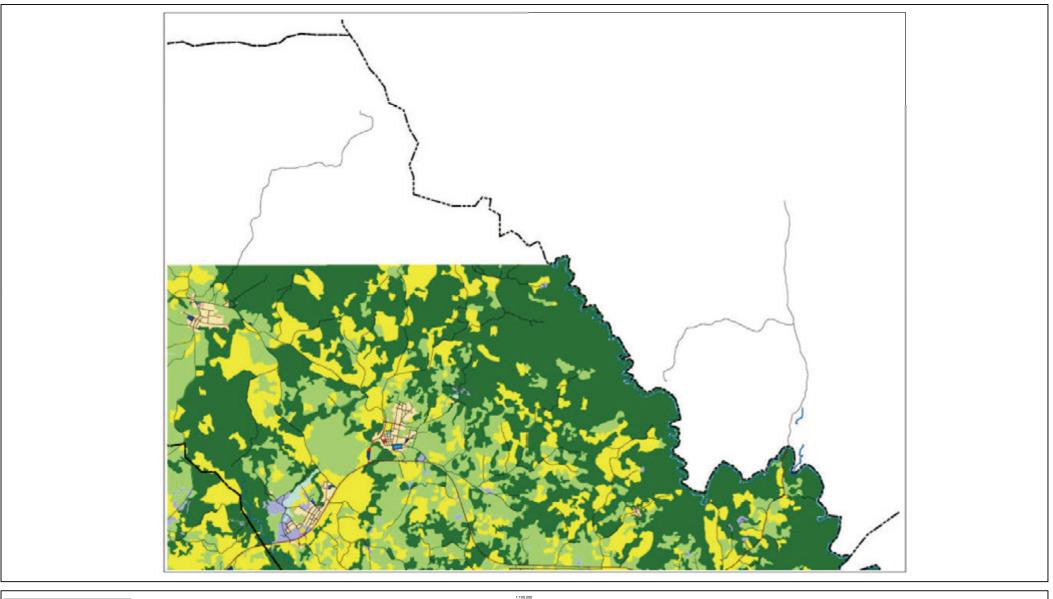


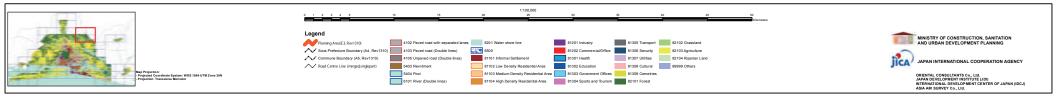


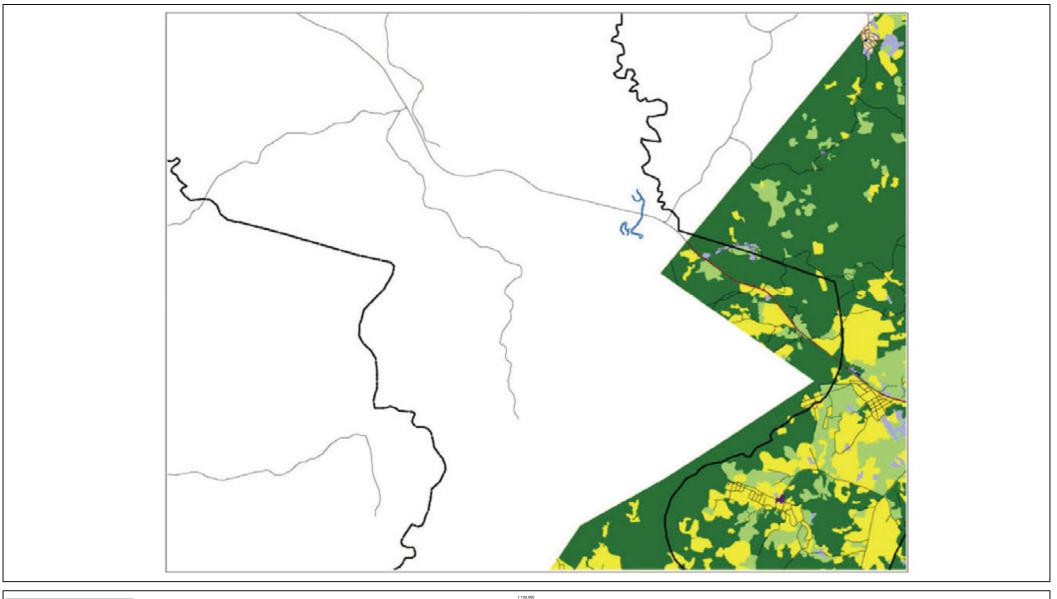


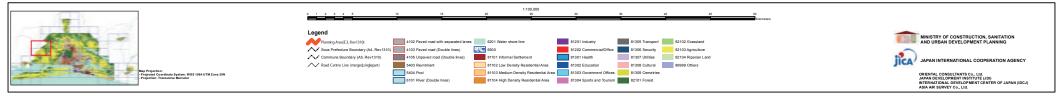


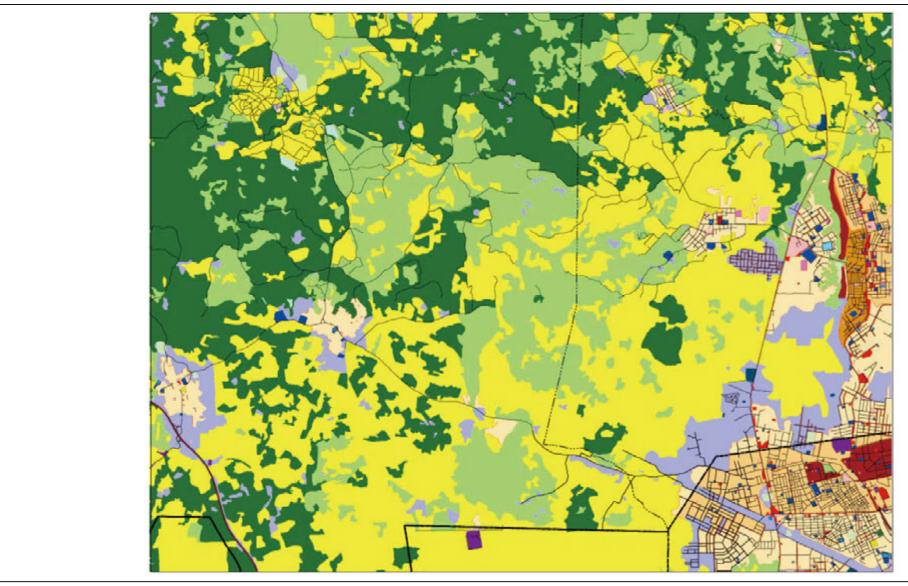


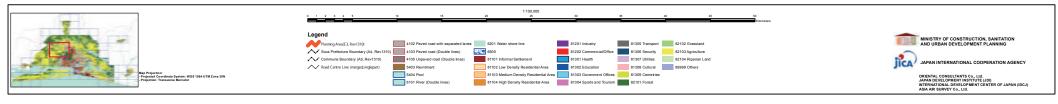


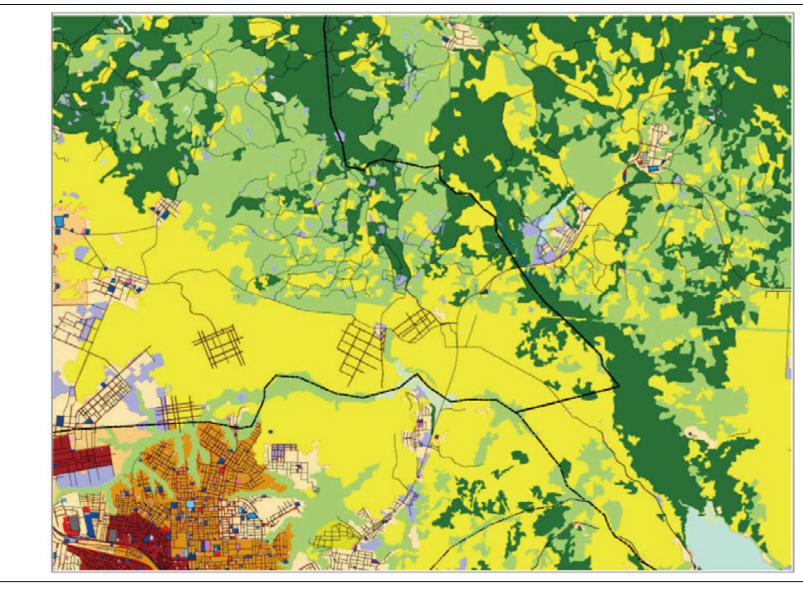


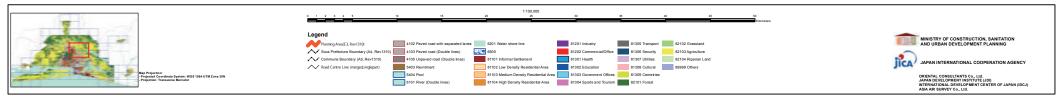


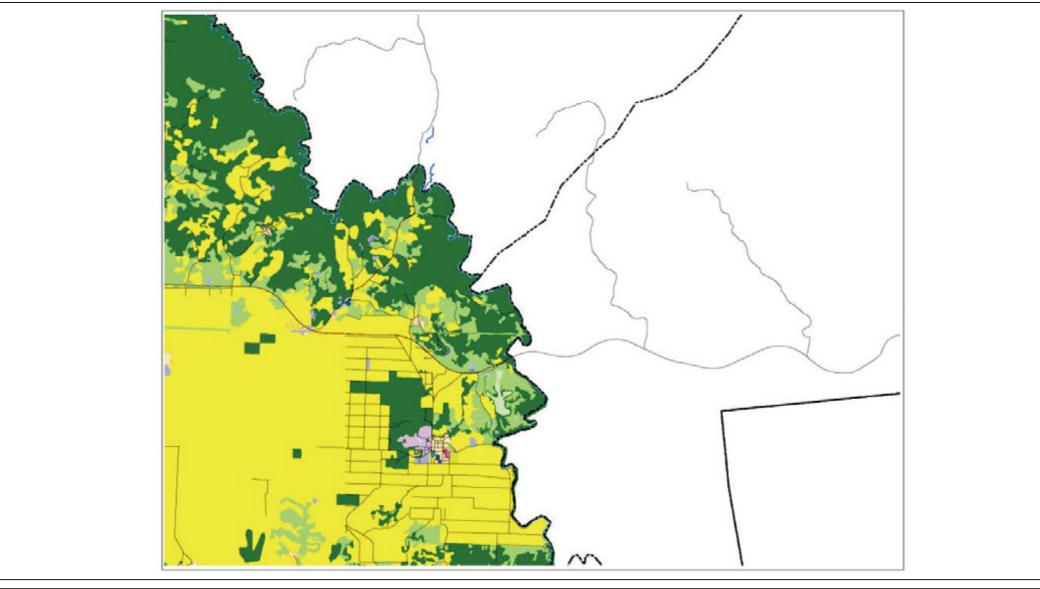


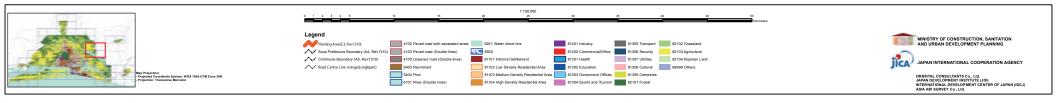


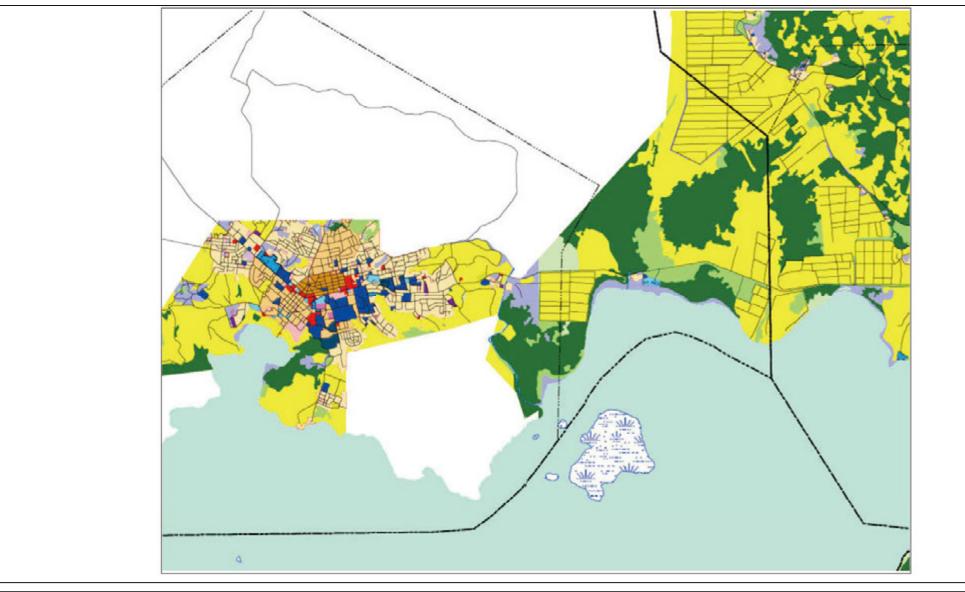


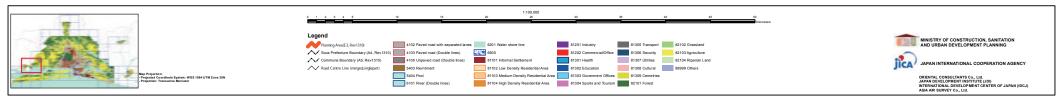


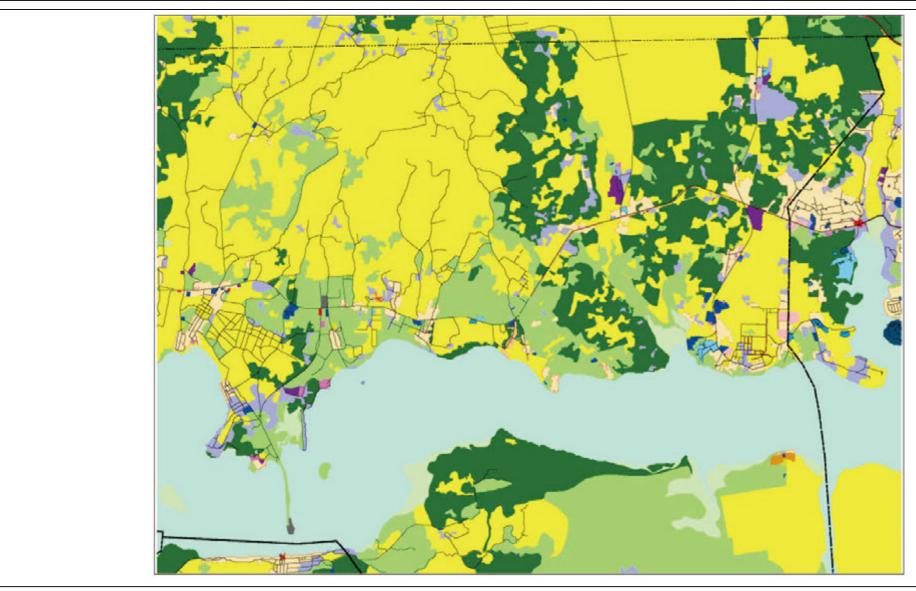




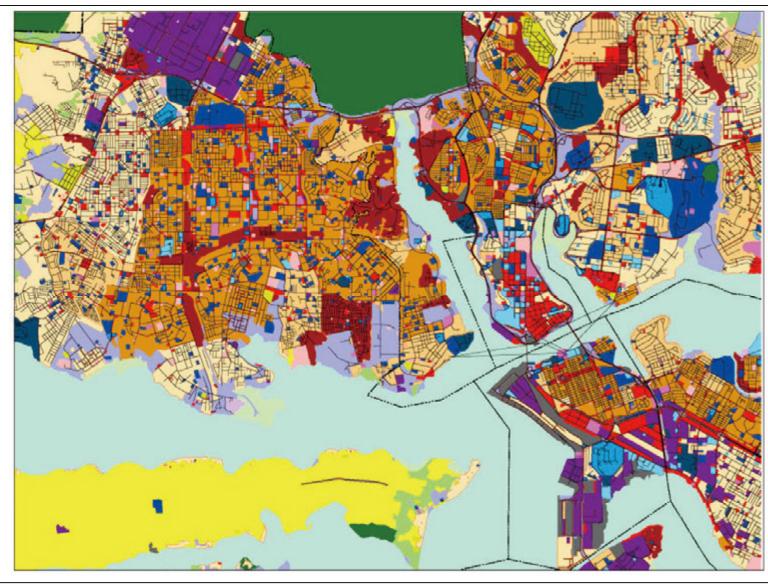


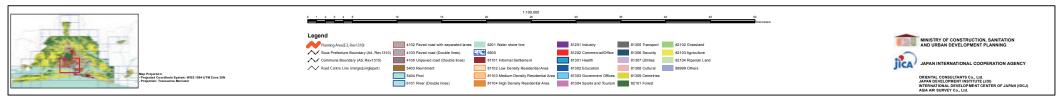


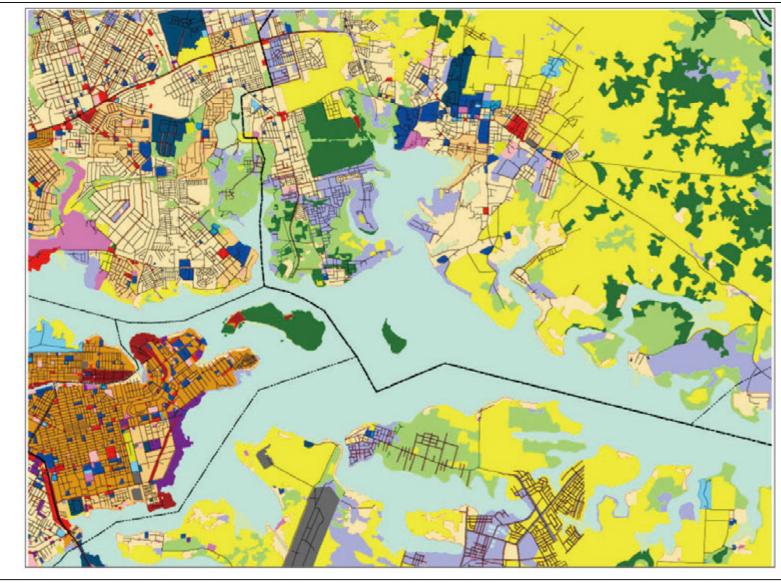


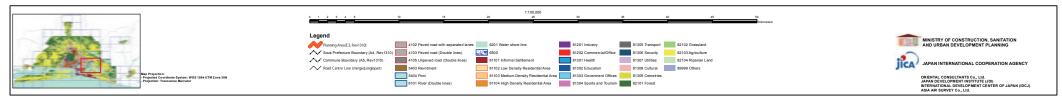


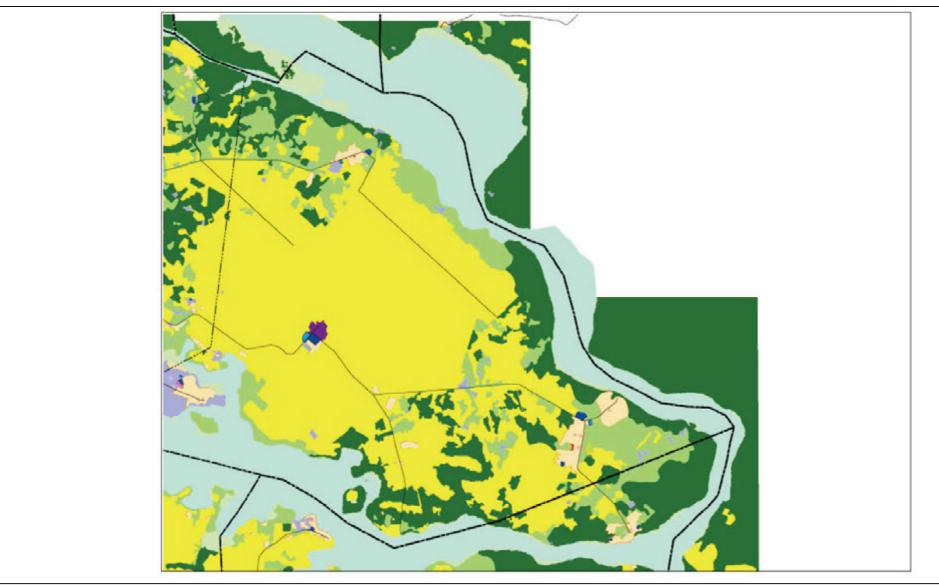


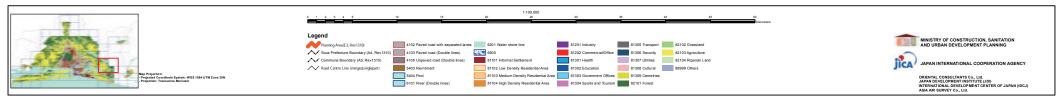


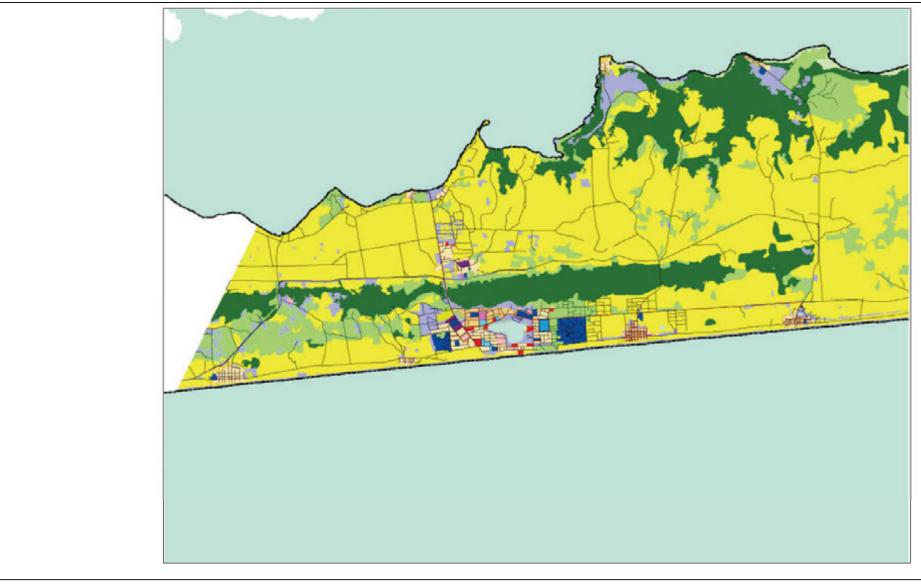


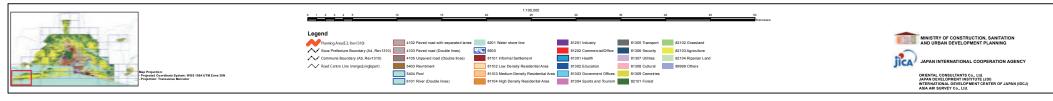


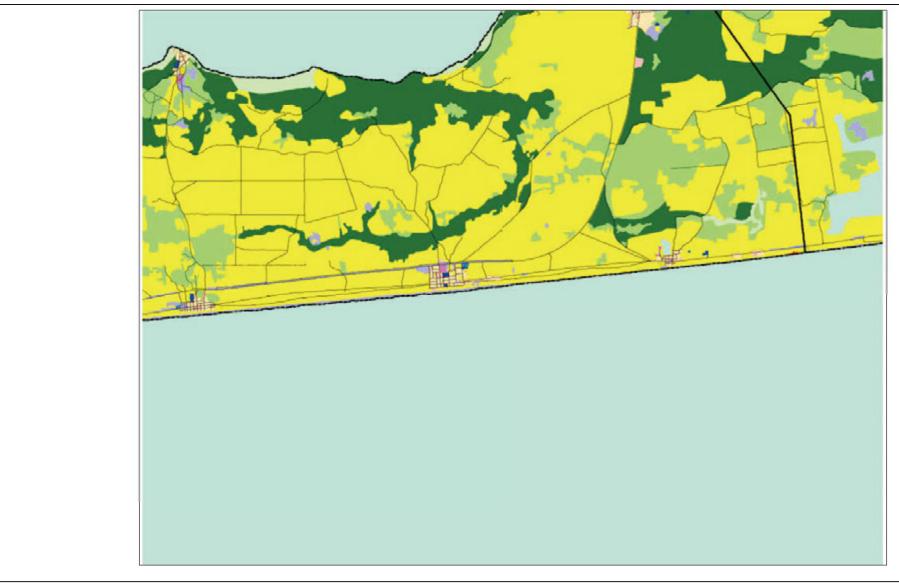


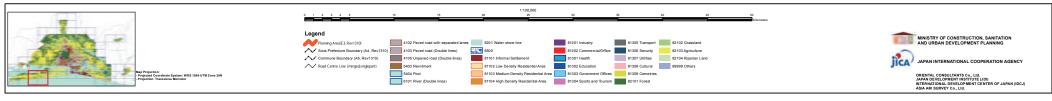




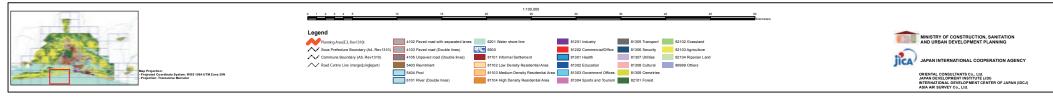




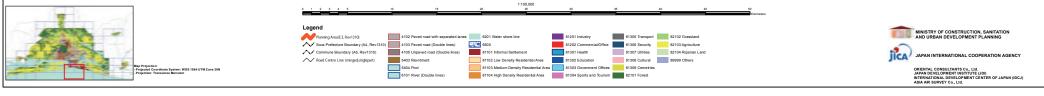


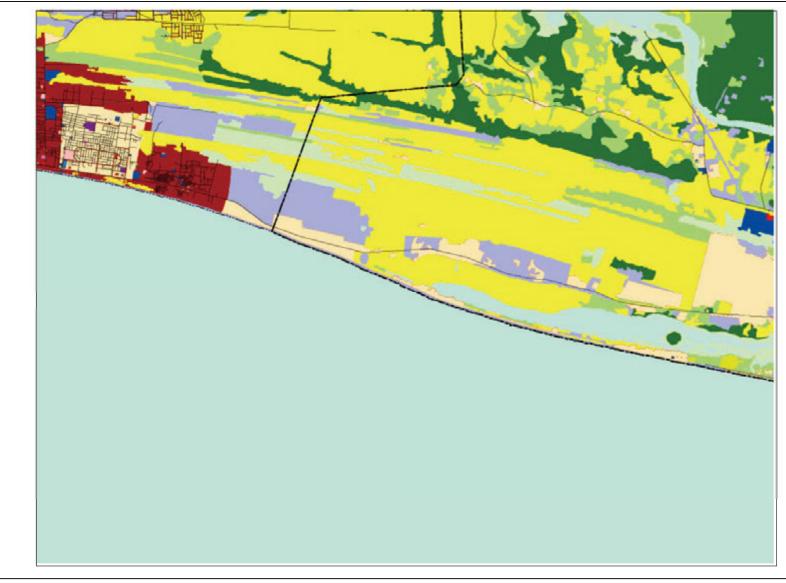


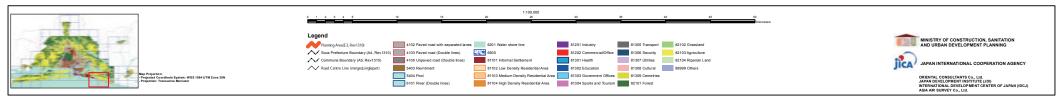




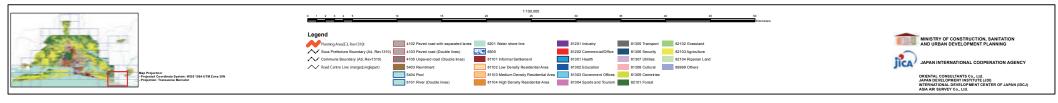


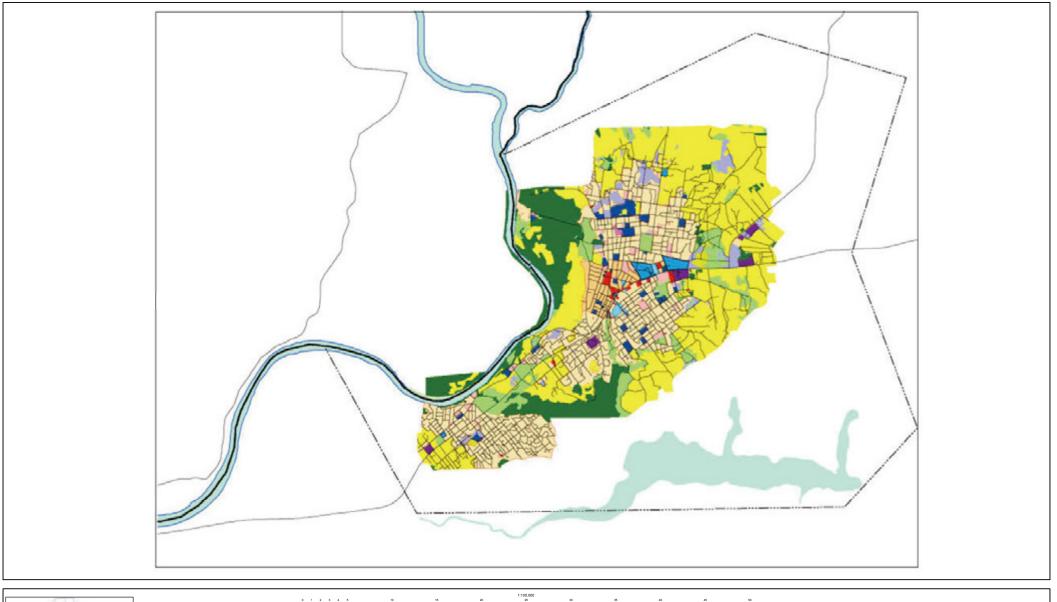




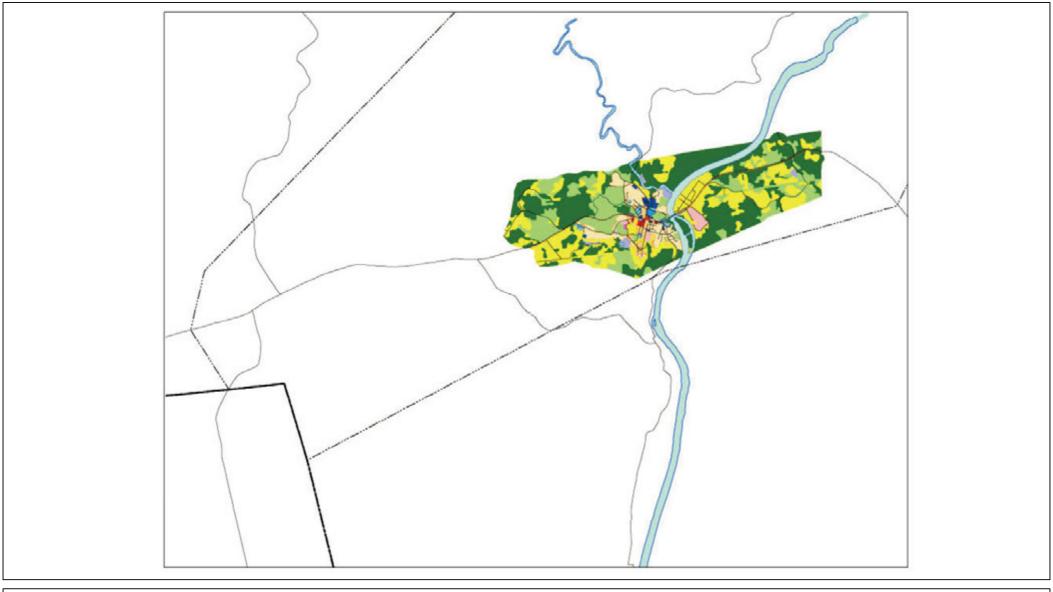














### $\underset{\scriptscriptstyle{(16\,\mathrm{pages})}}{\mathrm{Appendix}}\;C$

Map Specifications and Map Marginal Information Accepted by MCLAU Dated 29<sup>th</sup> August, 2013

- Signed Document
- Map Specifications
- Map Marginal Information

#### Projet pour l'élaboration du Schéma directeur d'aménagement urbain du Grand Abidjan – La République de Côte d'Ivoire

Abidjan, Le 29 Août 2013

Tin

1-

Objet: Finalisation des symboles des cartographiques et mise en page cartographique

Suite aux discussions entre l'équipe d'étude JICA et la Direction de la Topographie et de la Cartographie (DTC), une symbologie cartographique (Annexes 1 et 2) aussi bien que une mise en page cartographique (Annexe 3) ont été produite.

La nouvelle symbologie cartographique a été crée en partant de la symbologie déjà existante en Côte d'Ivoire produite par le Centre de Cartographie et de Télédétection (CCT) afin de garantir une continuité entre les deux symbologies.

La mise en page cartographique a aussi été inspirée par les cartes du CCT. Elle est composé d'une coupure à 1/10.000, légende, description des données, échelle, flèche du nord aussi bien que les logo du MCLAU et JICA.

Monsieur Kouame Kouman Kra Directeur du MCLAU, Monsieur Narcisse Delbé Sous Directeur de l'Expertise Foncière de la DTC et Monsieur Yuji Yoshida chef de l'équipe cartographie équipe d'étude JICA ont agrée que aujourd'hui, Jeudi le 29 Août 2013, la nouvelle symbologie proposée en Annexes 1 et 2 ainsi que la mise en page cartographique proposée en Annexe 3 seront utilisées dans le Projet pour l'élaboration du Schéma directeur d'aménagement urbain du Grand Abidjan.

Signature du Chef de l'équipe cartographie:	DR W
	Yuji Yoshida
Approuvé par le Sous Directeur de l'Expertise Foncière de la DTC:	Narcisse Delbé
Approuvé par le Directeur de le MCLAU:	Narcisse Deibe
	Kouamé Kouman Kra

Annexe 1

No.											
	Détails Thème	Détails Groupe	Int	L	étalis cartographiques  Data Set	Code	F			données	1
-			H	╀		-	FOIR	Ligne	Polygone	Attribut 1	
1	Contrôle du réseau géodésique	Points géodésiques	1	1		1101		-		Nom du point	
2	Contrôle du réseau géodésique	Points géodésiques	1	1		1102		1.5		Nom du point	
3	Contrôle du réseau géodésique	Points géodésiques	1	1	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	1103				Nom du point	
4	Contrôle du réseau géodésique	Points géodésiques	1	1	NRGAE	1104		-	-	Nom du point	
5	Contrôle du réseau géodésique	Points géodésiques	1	1	Repère nivellement	1105	٠			Nom du point	
6	Hypsographie	Hauteur du point	2	1	Indice de la ligne de contour	2101		•		Hauteur	
7	Hypsographie	Courbes de niveau	2	1	Ligne de contour principale	2102		٠		Hauteur	
8	Hypeographie	Courbes de niveau	2	1	Ligne de contour intermédiaire	2103		•		Hauteur	
9	Hypsographie	Courbes de niveau	2	1	Points Côté	2104	·			Hauteur	
10	Limites	Limites administratives	3	1	Limite de District	3101				Nom	
11	Limites	Limites administratives	3	1	Limite régionale	3102			•	Nom	
12	Limites	Limites administratives	3	1	Limite du departement	3103			•	Nom	
13	Limites	Limites administratives	3	1	Limites de la sous-prefécture	3104				Nom	
14	Limites	Limites administratives	3	1	Limites du commune	3105			•	Nom	
15	Limites	Ligne de limite	3	2	Limites speciaux	3201			٠	Nom	
16	Limites	Ligne de limite	3	2	Limite de la végétation	3202		•			
17	Transport	Routes	4	1	Centre routier (ligne)	4101		٠			
18	Transport	Routes	4	1	Voice revêtues à cheussées séparées	4102		•		Nom	
19	Transport	Routes	4	1	Voies revêtues	4103		٠		Nom	
20	Transport	Routes	4	1	Voies revêtues (ligne unique)	4104		•		Nom	
21	Transport	Routes	4	1	Voies non revêtues	4105		٠		Nom	
22	Transport	Routes	4	1	Voles non revêtues (lignes unique)	4106		•		Nom	
23	Transport	Installations de trafic	4	2	Chemin de fer	4201		•		Nom	
24	Transport	Installations de trafic	4	2	Pont	4202		•		Nom	
25	Transport	Installations de trafic	4	2	Pont (symbole)	4203					
26	Transport	Installations de trafic	4	2	Pont piétonnier	4204		•			
27	Utilitaires	Bâtiments	5	1	Bătiment Isolé (Polygone)	5101					
28	Utilitaires	Bātiments	5	1	Zone bâtie	5102			•		
29	Utilitaires	Bātiments	5	1	Bâtiment en construction	5103			•		
30	Utilitaires	Bâtiments	5	1	Autres bătiments	5104			•		
31	Utilitaires	Bâtiments	5	1	Zone d'habitation précaire	5105			•		
32	Utilitaires	Endroits d'actraction	5	2	Tour, Monument, repère	5201	•			Туре	
33	Utilitaires	Murs	5	3	Mur, clóture	5301		•			
34	Utilitaires	Structures artificielles	5	4	Caniveau	5401		•			l
35	Utilitaires	Structures artificielles	5	4	Revétament (tigne)	5402		•			ı
36	Utilitaires	Structures artificielles	5	4	Revetement (polygone)	5403		100	•		l
37	Hydrographie	Structures artificielles	5	4	Piccine	5404			•		
38	Hydrographie	Rivière	6	1	Rivière (ligne double)	6101			•	Nom	
39	Hydrographie	Rivière	6	1	Rivière (ligne unique)	6102		•	1.0700	Nom	
40	Hydrographie	Étendue d'eau	6	2	Ligne de livege: (lea, étang, leguné)	6201				Nom	l
41	Hydrographie	Étendue d'eau artificiel	6	3	Canal (ligne double)	6301					l
42	Hydrographie	Étendue d'eau artificiel	6	3	Canal (ligne unique)	6302					ļ
43	Environnement naturel	Végétation	7	1	Limite de réserve forestière et/ou faune	7101			•		J
44	Environnement naturel	Végétation	7	1	Foret	7102			•		
45	Environnament naturel	Végétation	7	1	Zone de culture	7103			•		-
46	Environnement naturel	Végétation	7	1		7104			•	Туре	
47	Environnement naturel	Végétation	7	1		7105		-	•	-	
48	Environnement naturel	Végétation	7	1		7106			•		
-	Environnement naturel	Végétation	-	-		1					





Details carton G 1 RGIO 1 NRGAE 1 Indice de la C		igues. Tune de desarées	Code Point Lign	Nom du Hauteur point Hauteur point Hauteur sompétentes.	Nom du Hauteur Station de référence avec coordonnées X et Y de valeur. Cet objet doit être disposé conformément aux informations de position approuvée par les autorités compétentes.	Nom du Hauteur Point Hauteur Station de Circonscription Foncières) indique une station de référence avec coordonnées X et Y de valeur. Cet objet doit être disposé conformément aux informations de position approuvée par les autorités compétentes.	Nom du Hauteur Hauteu	Nom du Hauteur point Pauteur point Hauteur point Hauteur point point Hauteur point point hauteur poi	de niveau 2101 • Hauteur 50 ± L'indice de la ligne de contour indique une courbe de niveau à intervalles de 50 m, une valeur de hauteur doit être ajoutée aux données d'attribut et être affiché en entier.
	Points géodé siques siques siques siques Points géodé 1 Points géodé 1 Points géodé 1 Siques 1 Points géodé 1 Siques 1 Points géodé 1 Siques 1 Points géodé 1		Point Ligne Polyg	•	•	•	•	1105	2101
		Détails car	۵۲	-	-	<del>-</del>	<del>-</del>	-	

M M 13

La ligne de contour principale indique la courbe de niveau à intervalles de 10m, une valeur de hauteur doit être ajoutée aux données d'attribut et être affiché en entier. Elles seront representées par la composition de couleur suivante : R= 143 G=89 B= 43	La ligne de contour intermédiaire indique une ligne de contour à 5m intervalles si nécessaires. Une valeur de hauteur doit être ajoutée aux données d'attribut et être affiché en entier. Elles seront representées par la composition de couleur suivante : R= 143 G=89 B= 43	La densité du point de hauteur doit être indiquée avec environ cinq points, y compris d'autres points géodésiques par 10 cm2 sur la carte en tant que norme. Une valeur d'élévation doit être affichée par un chiffre après la virgule en mêtres.	La limite du district approuvé par l'autorité administrative doit être acquise en tant que symbole de ligne. S'il y a une limite qui se superpose à un autre, le limite doit être affichée en fonction du code avec le nombre le plus petit, colonne de gauche montre dans cette ageg En principe, les annotations et les autres symboles ne doivent pas être affichée sur ce symbole de ligne. Limites non réglées ne sont pas applicables.	Les limites régionales approuvées par l'autorité administrative doivent être acquises en tant que symbole de ligne. S'il y a une limite qui se superpose à un autre, le limite doit être affichée en fonction du code avec le nombre le plus petit, colonne de gauche montre dans cette page. En principe, les annotations et les autres symboles ne doivent pas être affichée sur ce symbole de ligne. Limites non réglées ne sont pas applicables.	Les limites départementales approuvées par l'autorité administrative doivent être acquisse en tant que symbole de ligne. S'il y a une limite qui ses superpose à un autre, le limite doit être affichée en fonction du code avec le nombre le plus petit, colonne de gauche montre dans cette page. En principe, les annotations et les autres symboles ne doivent pas être affichée sur ce symbole de ligne. Limites non réglées ne sont pas applicables.
	0.5 mm	74 11,2 ±		30 mm 20 mm	0.4 mm 2.0 mm + + + + + + + + + + + + + + + + + +
Hauteur	Hauteur	Hauteur	N E O	No	Now
				•	•
•	•				
		•			
2102	2103	2104	3101	3102	3103
Curbe de niveau principale	Curbe de niveau intermédiaire	Points Côté	Limite de District	Limite régionale	Limite du departement
2	2	2		6	ю -
Courbes de niveau	Courbes de niveau	Courbes de niveau	Limites administratives	Limites administratives	Limites administratives
Hypsographie	Hypsographie	Hypsographie	Limites	Limites	Limites
۲	∞	თ	10	<u></u>	12

Limites administratives 3 1 Limites du commune 3105 • Limites Ligne de limite 3 2 Limites speciaux 3201 • Limites Ligne de limite 3 2 Limite de la végétation 3202 • Transport Routes 4 1 Centre routier (ligne) 4101 •	E WON THE STATE OF	1.5mm 3.0 mm 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4	se superpose à un autre, le limite doit être affichée en fonction du code avec le nombre le plus petit, colonne de gauche montre dans cette page. En principe, less annotations et les autres symboles ne doivent pas être affichée sur ce symbole de ligne. Limites non réglées ne sont pas applicables.  Les limites communaux approuvées par l'autorité administrative doivent è tre acquises en tant que symbole de ligne. Sil y a une limite qui se superpose à un autre, le limite doit être affichée en fonction du code avec le nombre le plus petit, colonne de gauche montre dans cette page. En principe, les annotations et les autres symboles ne doivent pas être affiché e sur ce symbole de ligne. Limites non réglées ne sont pas applicables.  Les limites speciaux doivent être appliquées quand un point de repère divers doit être délimitée à partir d'autres réglons et le site ne peut pas être affiché par les lignes marginales de certaines localité, comme aéroport, diffiché par les lignes marginales de certaines localité, comme aéroport, diffiché par les lignes marginales de certaines localité, comme aéroport, diffiché par les lignes marginales de couverture approximé sera collecté en fonction des résultats de l'identification de terrain.  Ce code est utilisé au fin d'affichage pour vérifier les résultats intermé diaires. Ce doit être appliqué sur les frontières entre les différents types de végétation. Ce doit être appliqué sur les frontières entre les différents types de végétations differentes sera acquis.  En règle générale, une ligne médiane de la route indique une route reliant zone urbaine et zone locale et / ou une route principale dans la municipalit é. Une ligne centrale de la route avec une largeur de 10 m ou plus doivent être acquis.
Transport Routes 4 1 Voies revêtues à chaussées sépar 4102 •	Nom		La route à chaussées séparées sera défini par les deux côtés de bord de route avec une épaisseur de 0,2 mm, de couleur R= 0 G= 66 B=255 avec un remplissage intérieur de couleur R= 255 G= 33 B=59. Un trait central d'épaisseur 0,1 mm de couleur R= 0 G= 66 B= 255 complétera la representation.

M

MD 43

9	Transport	Routes	4	-	Voies revêtues	4103	•	 Nom		Une voie revêtue indique une voie goudronnée ou pavée d'une largeur de 10m ou plus connectant une zone urbaine et une zone locale et / ou une route principale dans la municipalité. La voie revêtue sera définie par les deux côtés de bord de route avec une épaisseur de 0,1 mm, de couleur R= 0 G= 66 B=255 avec un remplissage intérieur de couleur R = 255 G= 0 B=0.
20	Transport	Routes	4		Voies revêtues (ligne unique)	4104	•	Nom		Une ligne centrale de la route goudronnée avec une largeur de 10 m ou moins doivent être acquises. En outre, un nœud doit être acquis à l'intersection de deux routes.
21	Transport	Routes	4	_	Voies non revêtues	4105	•	Nom		Une voie non revêtue indique une voie non goudronnée ou non pavée d'une largeur de 10m ou plus. La v oie non revêtue sera définie par les deux côtés de bord de route avec une épaisseur de 0,075 mm, de couleur R= 0 G= 0 B=0 avec un remplissage intérieur de couleur R = 242 G= 242 B=242.
52	Transport	Routes	4	-	Voies non revêtues (lignes unique)	4106	•	Nom	3.0 mm + 4 + 1 + 1 + 1 + 1 + 1 + 1 + 1 + 1 + 1	Une ligne centrale de la route en terre battue avec une largeur de 10 m ou moins doit être acquises. En outre, un nœud doit être acquis à l'intersection de deux routes.
83	Transport	Installations de trafic	4	2	Chemin de fer	4201	•	Nom	mm 6.1	Une ligne centrale de chemin de fer est acquis comme ligne unique. En outre, un nœud doit être acquis à la croisée des chemins.
24	Transport	Installations de trafic	4	0	Pont	4202	•	Nom	*	En principe, cette fonction doit être appliqué à un pont de l'autoroute, route goudronnée, route non goudronnée, autre routes et / ou chemin de fer. Cette caractéristique est acquise comme une ligne d'autoroute dupliqué et sera affiché sur la largeur de l'autoroute, tous les routes et / ou du chemin de fer.

Cette fonctionnalité est définie comme un pont d'une longueur de plus de 30m de la route et / ou chemin de fer (code) et doivent être acquises en tant que symbole de ligne.	Cette fonctionnalité est définie comme un pont d'une longueur de plus de 30m de la rue piétonne et sera acquis en tant que symbole de ligne.	Une forme de contour réelle d'un bâtiment indépendant comme par exemple bâtiment grande échelle, pôle logement et / ou de l'entrepôt avec une longueur sur la carte de 5 mm ou plus sur une côté est acquise en tant que polygone. La représentation sera défini à l'aide d'un trait de contour d'épaisseur 0,15 mm, de couleur R=153 G=0 B=0 avec un remplisage de couleur R=255 G=77 B=255	Plusieurs objets doivent être unifiées et en conséquence généré comme un objet, car le nombre de logement attaché dans un endroit est trop élev é, s'il y a de nombreux bâtiments d'une longueur sur la carte de moins de 5 mm de côté. La représentation sera défini à l'aide d'un trait de contour d'épaisseur 0,1 mm, de couleur R=153 G=0 B=0 avec un remplisage de couleur R=255 G=191 B=255	Une forme de contour réelle d'un bâtiment indépendant en construction avec une longueur sur la carte de plus de 5 mm sur une côté est acquise en tant que polygone. La représentation sera défini à l'aide d'un trait en tireté de 1mm et espacé de 0,5 mmm de contour d'épaisseur 0,15 mm, de couleur R=153 G=0 B=0 avec un remplisage de couleur R=255 G=77 B=255	Une forme de contour réelle d'un bâtiment ou d'une structure artificielle inexpliquée avec une longueur sur la carte de plus de 5 mm de côté doivent être acquises à des données de polygone.
1 0 mm	smooth			1.0mm.1	0.5mm -     -     -
			•	•	•
0, <b>⊕</b> ±	•	s = a = a( trace			
4203	4204	5101	5102	5103	5104
Pont (symbole)	: Pont piétonnier	Bâtiment isolé (Polygone)	Zone bâtie	1 Bâtiment en construction	1 Autres bâttments
4	2	ى 	ى _	2 -	ري 1
Installations de trafic	Installations de trafic	Bâtiments	Bâtiments	Bâtiments	Bâtiments
Transport	Transport	Utilitaires	Utilitaires	Utilitaires	Utilitaires
25	56	27	28	29	30

W N k3

s					
Le contour de la zone d'habitation précaire est acquis et montré comme un objet individuel parce que des logements individuels ne seront pas affiché. La représentation sera défini à l'aide d'un trait de contour d'épaisseur 0,1 mm, de couleur R=102 G=102 B=102 avec un remplisage de couleur R=217 G=217 B=217	Un objet interprétable tour, monument et repère d'une hauteur de moins de 5 m sont acquis à partir d'images satellite comme points.	Cette objet est appliquée sur un mur interprétable et / ou de la clôture d'une longueur sur la carte de 10 mm ou plus de côté. Une ligne centrale du mur interprétable et / ou de la clôture doit être acquise en tant que lignes (R=255 G=0 B=255).	Vraies positions et les largeurs des deux côtés de points d'entrée et de sortie du ponceau renforcé à travers une rivière et / ou du canal doit être acquise sous forme de lignes rouge (R=255 G=0 B=0)	Un revêtement doit être appliqué à une pente renforcée avec une longueur de plus de 100 m pour un remblai de route et rivière revêtement et ainsi de suite. Cette objet d'une largeur de moins de 10m est acquis en tant que une ligne unique (R=204 G=153 B=0).	Un revêtement doit être appliqué à une pente renforcée avec une longueur de plus de 100 m pour un remblai de route et rivière revêtement et ainsi de suite. Cette objet d'une largeur de 10m ou plus est acquis en tant que polygone en montrant ça forme réelle (R=204 G=153 B=0).
	<b>1</b>		3 ms		1
	No E o N				
	Туре				
•					•
		•	•	•	
	•				
5105	5201	5301	5401	5402	5403
Zone d'habitation précaire	. Tour, Monument, repère	Mur, clôture	Buse	Revetement (ligne)	4 Revêtement (polygone)
ت ح	5 2	rs vs	ر 4	ئ 4	ئ 4
Bătiments	Endroits d'actraction	Murs	Structures artificielles	Structures artificielles	Structures artificielles
Utilitaires	Utilitaires	Utilitaires	Utilitaires	Utilitaires	Utilitaires
ع	32	33	34	35	36





une scine ion 92	me ré tant d'é	entê e nià ;=255	vivent l'aide 55	tre tre t être des des	nfé vuleur : riviè .rr
ang avec un e de la piscii ette fonction 2 B=192	rec sa for uises en ser des en ser des e contour vec un	.20 m doivent ê sud doit être n sera defini à R=102 G=255	e mer) do défini à l =0 G=2! B=255	Irain avec doivent ê nction doi de créer e contour	largeur i nue de co n de deux l'épaisseu
ou un éta our réelle gone. C 0 G=11	0 m ou plus est acquise avec sa ' la rivière doivent être acquises e ière sera fermé afin de créer des defini à l'aide d'un trait de conto R=0 G=255 B=255 avec un G=255 B=255	ieure à 2 un nœu entation uleur F	i / ou une tion sera teur Ri 1=255	at / ou de drain av du canal doivent . Cette fonction d uises afin de crék d'un trait de cont B=255 avec un	vec une se contir ersection continu d
échelle de contrada poly de R≡	us est ac doivent fermé af 'aide d'u 255 E B=255	eur infér En outre, a représ n, de co	e lagune et / ou un eprésentation ser m., de couleur FR=191 G=255	ificiel et / s bords di double. C es acquis l'aide d'u 1255 B	i de drain a ligne brise quis à l'intr d'un trait c B=255
grande te forme en tant omposée	0 m ou plu la rivière rière sera a défini à l R=0 G= G=255	une larg ntinue. E vières. L 0,1 mi	ig, une k i, La rep i,05 mm leur R	canal artificiel x côtès de bord continue double de données ac de données ac défini à l'aide R=0 G=255 G=255 G=255	et / ou d int que li tre acqu l'aide d' 255 B:
allation à ètres, ur acquises teinte cc	Jeur de 20 bords de l n de la rivié ation sera couleur l R=191 (	are avec ligne co e deux ri paisseur	, un étar polygone sseur ( e de cou	dique un or Les deux e brisée or de ligne d'ation sera souleur l'E-191 (RE-191 (	artificiel uis en ta uus doit é a défini à
une insta r à 50 m ent être « vec une	ne large és des b t. La fin c résentati m, de co	le la riviè ne seule ection de rtinu d'ég	u (un lac ant que p ur d'épai emplisag	oles) indi u plus. L lue ligne e bord d vrésentai m, de co	lu canal être acq e, un nœ ttion sera ur R=1
e dans e supérieu ing doive emplie a	e avec u leux côté continue continue . La repi 0,05 m	entrale des par ul a l'interse trait cor	ues d'ear ses en tr le contor	nes dout 20 m ou en tant q points d points d La rep 0,05 m	entrale d ) m doit En outre orésenta de coule
Une piscine dans une installation à grande échelle ou un étang avec une longueur supérieur à 50 mètres, une forme de contour réelle de la piscine ou de l'étang doivent être acquises en tant que polygone. Cette fonction doit être remplie avec une teinte composée de R=0 G=112 B=192	Une rivière avec une largeur de 20 m ou plus est acquise avec sa forme ré elle. Les deux côtés des bords de la rivière doivent être acquises en tant que ligne continue. La fin de la rivière sera fermé afin de créer des polygones. La représentation sera défini à l'aide d'un trait de contour d'é paisseur 0,05 mm, de couleur R=0 (G=255 B=255 avec un remplisage de couleur R=191 G=255	La ligne centrale de la rivière avec une largeur inférieure à 20 m doivent ê tre acquises par une seule ligne continue. En outre, un nœud doit être acquis à la l'intersection de deux rivières. La représentation sera défini à l'aide d'un trait continu d'épaisseur 0,1 mm, de couleur R=102 G=255 B=255	Les retenues d'eau (un lac, un étang, une lagune et / ou une mer) doivent être acquises en tant que polygone. La représentation sera défini à l'aide d'un trait de contour d'épaisseur 0,05 mm, de couleur R=0 G=255 B=255 avec un remplisage de couleur R=191 G=255 B=255	Canal (lignes doubles) indique un canal artificiel et / ou de drain avec une largeur de 20 m ou plus. Les deux côtés de bords du canal doivent être acquises en tant que ligne brisée continue double. Cette fonction doit être fermé les points de bord de ligne de données acquises afin de créer des polygones. La représentation sera défini à l'aide d'un trait de contour d'é paisseur 0,05 mm, de couleur R=0 G=255 B=255 avec un remplisage de couleur R=191 G=255 B=255	La ligne centrale du canal artificiel et / ou de drain avec une largeur infé rieure à 20 m doit être acquis en tant que ligne brisée continue de couleur bleu clair. En outre, un nœud doit être acquis à l'intersection de deux riviè res. La représentation sera défini à l'aide d'un trait continu d'épaisseur 0,5 mm, de couleur R=102 G=255 B=255
		\			
		V			
	No	Nom	Non		i i
•	•		•	•	
		•			•
4	10	25	70	70	02
5404	6101	6102	6201	6301	6302
			ang,		
	(elqn	(enb <sub>i</sub>	(lac, ét	ple)	(enl
And the	op euß	un euß	ńvage	nop euf	ine unic
Piscine	1 Rivière (ligne double)	Rivière (ligne unique)	Ligne de rivage (lac., éfang. lagune)	Canal (ligne double)	Canal (ligne unique)
4	7	-	6 2	ε Θ	г Ф
Structures artificielles	Rivière	Rivière	Étendue d'eau	Étendue d'eau artificiel	Étendue d'eau artificiel
ν) <i>(</i> 0			Éte	Éŧ	Éte
raphie	raphie	raphie	raphie	raphie	raphie
Hydrographie	Hydrographie	Hydrographie	Hydrographie	Hydrographie	Hydrographie
37	38	98	40	- 4	42





7 1 Earlie de réserve forestière el/ou 7101 • 7 1 Forêt dégradée 7105 • Type Nom 7 1 Forêt dégradée 7 105 • Type Nom 7 1 Forêt dégradée 7 105 • Type Nom 7 105 • Type	modifie en fonction de ce code en tant que polygones. La representation sera défini à l'aide d'un fonds unique rempli avec une teinte composée de R=191 G=255 B=255 et des hachures de couleur bleu
1 Forêt dégradée 1705 • Type 1 Forêt dégradée 7705 • Type 2705 • T	E OK
Limite de réserve forestière et/ou 7101  Forêt  Tone de culture  Plantation  Forêt dégradée  Forêt dégradée  Tone mondangine	
1 Forêt  1 Zone de culture 1 Forêt 1 Forêt dégradée	
Limite de réserve forestière et/ou faune  Porét  Plantation  Forêt dégradée	
Limite de réserve forestière et/ou faune  Porét  Plantation  Forêt dégradée	
Limite de réserve forestière et/ou faune  1 Zone de culture 1 Plantation 1 Forêt dégradée	
Végétation Végétation Végétation	
Environnement naturel naturel naturel naturel naturel naturel Environnement naturel Environnement Environnement	
£4	nature

64	Environnement	Végétation		- ¥	7 1 Autres terrains	7107		•		199905	Dans l'interprétation des images, la superficie des plantations doit être enfermé avec le code 3202 (ligne limite de la végétation). Sur la base du résultat d'identification sur le terrain, enfin le code 3202 doit être modifié en fonction de ce code en tant que polygones. Le fond doit être rempli avec 50% de la couleur noir.
50	Autre	Autre	6	9 Au	Autre (objets peu clair)	6666	•		Comme		Ce code est utilisé au fin d'affichage pour vénifier les résultats intermé diaires. Dans la photo-interprétation et / ou pendant les travaux de compilation numérique, lorsque la catégorie d'une fonction est inconnue, un commentaire de l'opérateur contenant une description doit être écrit sur la carte. Ce commentaire doit être utilisé comme un élément cible d'identification sur le terrain.

K

Annexe 2

YY

Way 4

# **Hachures – Classe 7104 – Plantation**

Hachures	Type de culture	Information techniques	CODE
	Palmier	Inclinaison 45° Épaisseur de la ligne (mm) 0,15 Interligne (mm) 2	7104A
	Hévéa	Inclinaison 45° Épaisseur de la ligne (mm) 0,15 Interligne (mm) 2	7104B
	Cocotier	Inclinaison 45° Épaisseur de la ligne (mm) 0,15 Interligne (mm) 2	7104C
	Bananier	Inclinaison 45° Épaisseur de la ligne (mm) 0,15 Interligne (mm) 2	7104D
	Ananas	Inclinaison 45° Épaisseur de la ligne (mm) 0,15 Interligne (mm) 2	7104E

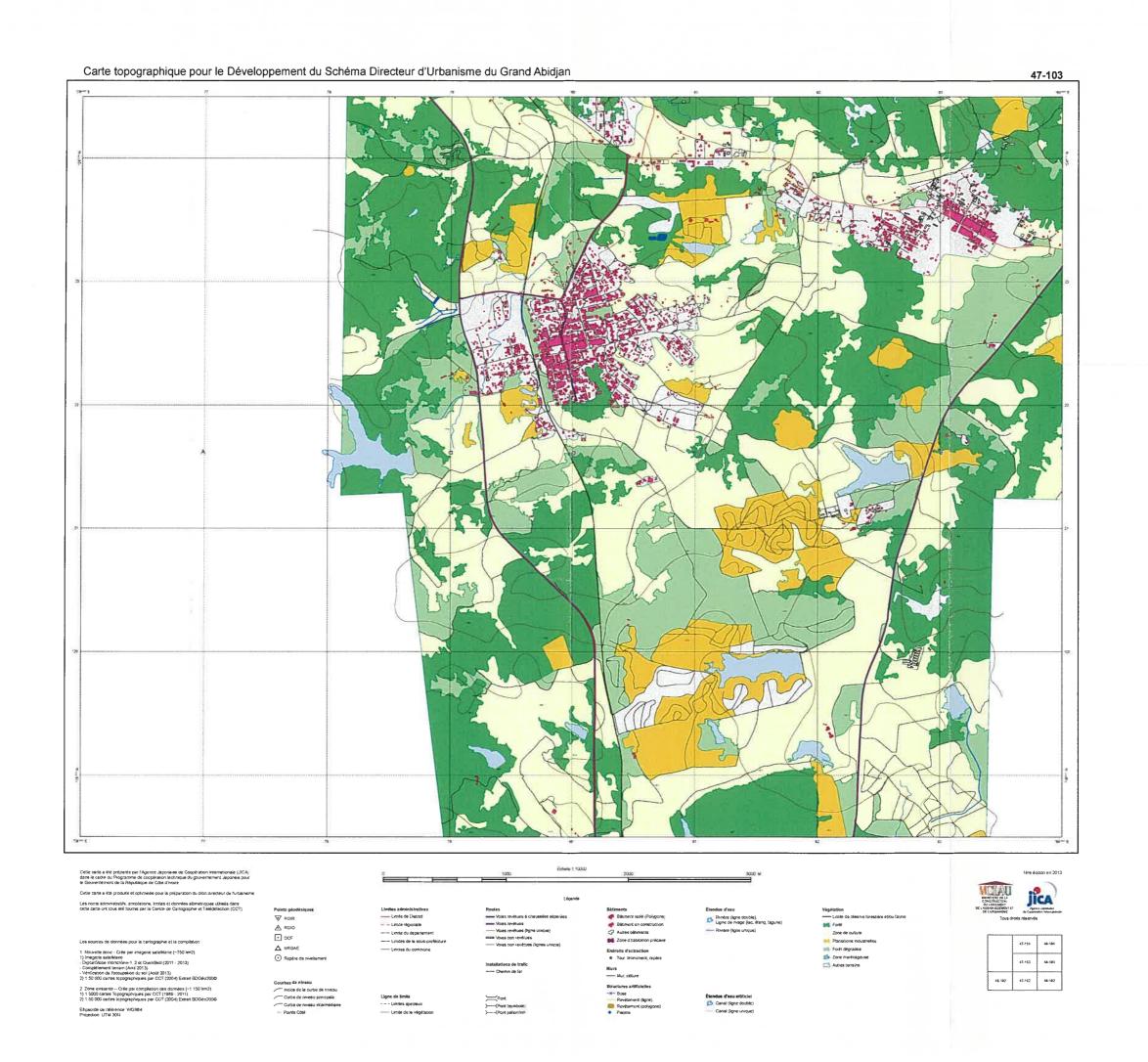




Annexe 3

S

DO K'







# $\mathop{Appendix}_{\scriptscriptstyle{(4\;pages)}} D$

Final Confirmation and Acceptance for Map Output by MCLAU Dated  $4^{\rm th}$  September, 2013

# Projet pour l'élaboration du Schéma Directeur d'Urbanisme du Grand Abidjan – La République de Côte d'Ivoire

Abidjan, Le 4 Septembre 2013

Objet: Finalisation de la légende cartographique

Suite aux discussions du 29 Août entre l'équipe d'étude de la JICA, la Direction de la Topographie et de la Cartographie (DTC) et la Direction de l'Urbanisme du Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme (MCLAU) la légende cartographique ainsi que la description des données ont été rédigées et finalisées (Annexe 1).

Monsieur Kouamé Kouman KRA Directeur du MCLAU, Monsieur Narcisse DELBÉ Sous Directeur de l'Expertise Foncière de la DTC et Monsieur Yuji YOSHIDA responsable de la cartographie au sein de l'équipe d'étude JICA ont convenu le Mercredi le 4 Septembre 2013, que la légende cartographique ainsi que la description des données proposées en Annexe 1, seront utilisées dans le cadre du Projet d'élaboration du Schéma Directeur du Grand Abidjan.

Signature du Chef de l'équipe cartographie:

Yuji YOSHIDA

Approuvé par le Sous Directeur de l'Expertise Foncière de la DTC:

Narcisse DELBÉ

Approuvé par le Directeur du MCLAU:

Kouamé Kouman KRA

Annexe 1

Carte Topographique pour le Développement du Schéma Directeur d'Urbanisme du Grand Abidjan

Cette carte a été préparée par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) dans le cadre du Programme de coopération technique du Gouvernement Japonais au faveur du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire.

Cette carte a été produite et optimisée pour la préparation du Schéma Directeur d'Urbanisme du Grand Abidjan.

Les noms administratifs, annotations, limites et données altimétriques utilisés dans cette carte ont tous été fournis par le Centre de Cartographie et de Télédétection (CCT).

Les sources de données pour la cartographie et la compilation

- 1. Nouvelle zone Créée par imagerie satellitaire (~750 km2)
- 1) Imagerie satellitaire
- DigitalGlobe WorldView-1, 2 et QuickBird (2011 2013)
- Complément terrain (Avril 2013)
- Vérification de l'occupation du sol (Août 2013)
- 2) 1:50.000 cartes topographiques par CCT (2004) Extrait BDGéo200°
- 2. Zone existante Créée par compilation des données (~1.150 km2)
- 1) 1:5000 Cartes Topographiques par CCT (1989 2011)
- 2) 1:50.000 Cartes Topographiques par CCT (2004) Extrait BDGéo200°

Ellipsoïde de référence: WGS84

Projection: UTM 30N

NO \$ 63

# Points géodésiques

- RGIR
- RGIO
- DCF
- NRGAE
- Repère de nivellement

#### Courbes de niveau

- Indice de la courbe de niveau
- Courbe de niveau principale
- Courbe de niveau intermédiaire
- Points Côtés

#### Limites administratives

- Limite de District
- Limite de Région
- Limite de Département
- Limite de Sous-Préfecture
- Limite de Commune

#### Ligne de limite

- Limites spéciales
- Limite de la végétation

#### Routes

- Voies revêtues à chaussées séparées
- Voies revêtues
- Voies revêtues (ligne unique)
- Voies non revêtues
- Voies non revêtues (linge unique)

#### Installation de trafic

- Chemin de fer
- Pont
- Pont (symbole)
- Pont piéton

#### **Bâtiments**

- Bâtiment isolé (polygone)
- Bâtiment en construction
- Autres bâtiment
- Zone d'habitation précaire

# Point de repère

- Tour, monument, repère

#### Murs

- Mur, clôture

## Structures artificielles

- Buse
- Revêtement (ligne)
- Revêtement (polygone)
- Piscine

## Étendue d'eau

- Rivière (ligne double)
- Rivière (ligne unique)
- Ligne de rivage (lac, étang, lagune)

# Étendue d'eau artificielle

- Canal (ligne double)
- Canal (ligne unique)

## Végétation

- Limite de réserve forestière et/ou de faune
- Forêt
- Zone de culture
- Plantation
- Forêt dégradée
- Zone marécageuse
- Autre terrain

NO RE K

# $\underset{(1 \text{ pages})}{\text{Appendix }} E$

Topographic Map Deliverables Receipt

# Le Développement du Schéma Directeur d'Urbanisme du Grand Abidjan

Abidjan, Le 24 Octobre 2013 Mission d'étude de la JICA

Object: Livraison des données de cartographie topographique

1.	Carte topographique, impression papier	146 feuilles	(73 * 2 sets)
	(Échelle 1:10.000)		

- 2. Carte topographique, données numériques DVD 2 sets (Échelle 1:10.000)
  - 2.1 PDF
  - 2.2 Shp
  - 2.3 Dwg
  - 2.4 Kml
- 3. Carte topographique · Carte d'index 5 sets (Échelle 1:10.000)
- 4. Carte générale, impression papier 6 sets (Échelle 1:100.000)

J'ai bien reçu les produits mentionnés ci-dessus.

Date: 24 110 2013

Signature:

Kouame Kouman Kra Directeur de le MCLAU

# $\mathop{Appendix}_{\scriptscriptstyle{(9\,\mathrm{pages})}} F$

List of the Community Facilities Required for the Urban Units

# Urban Unit 1: Adjamé-Attécoubé-Plateau

# Population 708,933

N°	FACILITIES	NUMBERS	ТҮРЕ	LAND REQUIERED (ha)
	6	35	Gendarmery	70.8933
1	Security	17	Police station	3.5446
		14	Mayor	6.9475
2	Town Hall	8	Technical services	2.2055
	Public gardens and		Relaxation and	
3	Green spaces		recreation spaces	5% of total urban land
		708	Post office	1772.3325 for many facilities
4	Infrastructures	708	Electricity Office	85.0719
		236	Water Office	28.3573
	5 Health	28	Integreated Health centre (CSU)	5.6714
		14	Urban Health Training (FSU)	2.8357
5		47	Specialized Health Centre (CSUS)	8.5071
		26	Reference Health Centre	(HG) 23.6311
		20	(CSDR)	(CHR) 40.5104
		17	(30-11)	(CHU) 354.4665
		70	Infant school	21.2679 for extension
				236.3110 maxi. for 6
		472	Primary	classrooms + sport field (with
			I Tilliary	open space)
6	6 Education	354		283.5732
		47		(1st cycle)
			Secondary	378.0976 for extension
		17		(1st and 2nd cycle) 177.2332
		354	Canteen	2.4103
		29		12.9232
		15	Central Market	13.7848
_		7		12.2094
7	Economic activities	14		16.5417
		141	Quartier Market	12.4063
		70 35	Bus station	12.4063
		33	DUS STATION	21.2679
	Sociocultural	10	Multipurpose Centre	10.1276
8		35	Social centre	8.8616
_		472	Training, youth club and femal centre	82.7088
		141	Entertainment centre	85.0719
		141 47	Entertainment centre Social centre	85.0719 37.8097
9	Sport		Entertainment centre Social centre Sport complex	85.0719 37.8097 42.5359

# Urban Unit 2: Port-Bouët-Grd-Bassam

Population 1,070,401

9 Sport 214 Entertainment centre 128.4481 67 Social centre 57.088 42 Sport complex 64.224					Population 1,070,401
1   Security   26	N°	FACILITIES	NUMBERS	ТҮРЕ	LAND REQUIERED (ha)
2	1	Socurity	53	Gendarmery	107.0401
2		Security	26	Police station	5.352
21   Technical services   5.9942	_	Tavva Hall	21	Mayor	10.4899
3   Green spaces		rown Hall	21	Technical services	5.9942
3   Green spaces		Public gardens and		Relaxation and	50/ 51 1 1 1
1070   Electricity Office   128.4481     356   Water Office   42.816     42	3	_		recreation spaces	5% of total urban land
Secondary   Seco			1070	Post office	2676.0025 for many facilities
A2	4	Infrastructures	1070	Electricity Office	128.4481
Secondary   Seco			356	Water Office	42.816
Secondary   Central Market   Central M			42	_	8.5632
1			211	Urban Health Training	4.2816
Reference Health Centre	5	5 Health	71	Specialized Health	12.8448
Code			35		(HG) 35.6800
The first school   Chapter   Chapt			30		(CHR) 61.1657
Feducation			26	(CSDR)	(CHU) 535.2005
Feducation			107	Infant school	32 1120 for extension
February       Primary       classrooms + sport field (with open space)         107       2140.802         71       Secondary       (1st cycle)         570.8805 for extension (1st and 2nd cycle)       267.6002         535       Canteen       3.6393         44       23       Central Market       19.5125         20.8133       11       Central Market       18.4346         107       Quartier Market       18.732         107       Quartier Market       18.732         53       Bus station       32.112         8       Sociocultural       15       Multipurpose Centre       15.2914         53       Social centre       13.38         71       Training, youth club and femal centre       12.488         9       Sport       214       Entertainment centre       128.4481         67       Social centre       57.088         42       Sport complex       64.224			107	initialité serioor	
Frimary   Open space   107   2140.802   2140.802   71   Secondary   Secondary   (1st cycle)   570.8805 for extension   (1st and 2nd cycle)   267.6002			713		
6       Education       107       2140.802         71       Secondary       (1st cycle)         570.8805 for extension       (1st and 2nd cycle)         26       267.6002         535       Canteen       3.6393         44       23       Central Market       19.5125         20.8133       11       18.4346         7       214       Quartier Market       18.732         107       18.732       18.732         53       Bus station       32.112         8       Sociocultural       15       Multipurpose Centre       15.2914         53       Social centre       13.38         71       Training, youth club and femal centre       12.488         9       Sport       214       Entertainment centre       128.4481         67       Social centre       57.088         42       Sport complex       64.224				Primary	•
71		e 1	107	1	
Secondary   Secondary   Secondary   Secondary   Secondary   (1st and 2nd cycle)   267.6002   267.6002   267.6002   267.6002   267.6002   267.6002   267.6002   267.6002   267.6002   20.8133   11   Secondary	6	6 Education	74		(1st cycle)
26			/1	Socondany	570.8805 for extension
Table   Sport   Spor			26	Secondary	(1st and 2nd cycle)
Table   Feature   Featur					
Table   Central Market   Central Market   Central Market   18.4346   11   18.4346   18.732   107   18.732   107   18.732   107   18.732   107   18.732   107   18.732   107   18.732   107   18.732   107   18.732   107   18.732   107   18.732   107   18.732   107   18.732   107   18.732   1			535	Canteen	3.6393
Table   Tabl			44		19.5125
Table   Tabl			23	Control Market	20.8133
214   Quartier Market   18.732   18.7			11	Certifariviarket	18.4346
107   Quartier Market   18.732   53   Bus station   32.112     15   Multipurpose Centre   15.2914   53   Social centre   13.38     71   Training, youth club and femal centre   12.488     67   Social centre   57.088   42   Sport complex   64.224     64.224     65   Sport complex   65   Sport complex	7	Economic activities			
107				Quartier Market	
Sociocultural   15   Multipurpose Centre   15.2914					
8         Sociocultural         53         Social centre         13.38           71         Training, youth club and femal centre         12.488           9         Sport         214         Entertainment centre         128.4481           67         Social centre         57.088           42         Sport complex         64.224			53	Bus station	32.112
Sociocultural			15	Multipurpose Centre	15.2914
71   Training, youth club and femal centre   12.488     9   Sport   214   Entertainment centre   128.4481     67   Social centre   57.088     42   Sport complex   64.224	Q	Sociocultural	53	Social centre	13.38
9 Sport 67 Social centre 57.088 42 Sport complex 64.224	0		71		12.488
9 Sport 67 Social centre 57.088 42 Sport complex 64.224			214	Entertainment centre	128 4481
Sport 42 Sport complex 64.224		_			
	9	Sport			
				Stadium	21.408

# Urban Unit 3: Abobo-Anyama-Brofodoumé

Population 1,819,269

Security	N°	FACILITIES	NUMBERS	ТҮРЕ	LAND REQUIERED (ha)
Town Hall   36		Control 1	90	Gendarmery	181.926
10m Hall   20   Technical services   5.6599     20	1	Security	43	Police station	8.732
Public gardens and Green spaces			36	Mayor	17.8288
3         Green spaces         recreation spaces         5% of total urban land           4         Infrastructures         1892         Post office         4730.09 for many facilities           5         1819         Electricity Office         218.3122           600         Water Office         72.77           5         Health         363         Urban Health Training (rSU)         7.277           60         45         Specialized Health Centre (CSUS)         (HG) 60.6423           60         Reference Health Centre (CSDS)         (CHU) 909.6345           60         Reference Health Centre (CSDR)         (CHU) 909.6345           7         1212         Primary         606.4230 maxi. for 6 classrooms + sport field (with open space)           909         Canteen         Classrooms + sport field (with open space)           45         909         Canteen         (1st cycle)           909         Canteen         6.1855           45         20         1121         Secondary         (1st and 2nd cycle) 454.8172           60         45         40         (1st and 2nd cycle) 454.8172           60         45         40         (1st and 2nd cycle) 454.8172           60         45         40         (1st and 2nd	2	Iown Hall	20	Technical services	5.6599
Secondary   Seco		Public gardens and		Relaxation and	50/ · (Lotal - local - d
1819   Electricity Office   218.3122     606   Water Office   72.77	3	Green spaces		recreation spaces	5% of total urban land
February   February			1892	Post office	4730.09 for many facilities
Secondary   Seco	4	Infrastructures	1819	Electricity Office	218.3122
Health			606	Water Office	72.77
Secondary   Seco			60		12.1284
134   Centre (CSUS)   24.2569			363	Urban Health Training	7.277
Reference Health Centre	5	5 Health	134	Specialized Health	24.2569
Code			60		(HG) 60.6423
181			60		(CHR) 121.2846
6       Education       909       Frimary       606.4230 maxi. for 6 classrooms + sport field (with open space)         121       Secondary       970.2768 for extension (1st cycle)       970.2768 for extension (1st and 2nd cycle) 454.8172         909       Canteen       6.1855         75       40       Central Market       35.3746         20       42.4496         363       Quartier Market       31.8372         181       Quartier Market       31.8372         90       Bus station       54.578         8       Social centre       36.3853         121       Training, youth club and femal centre       21.2248         9       Sport       363       Entertainment centre       21.2248         9       Sport complex       121       Social centre       97.0276			45	(C3DIV)	(CHU) 909.6345
Education       1212       Primary       classrooms + sport field (with open space)         121       909       1819.269         121       Secondary       970.2768 for extension (1st and 2nd cycle) 454.8172         909       Canteen       6.1855         40       Central Market       35.3746         20       363       Quartier Market       31.8372         181       Quartier Market       31.8372         90       Bus station       54.578         8       Sociocultural       36       Multipurpose Centre       36.3853         121       Training, youth club and femal centre       21.2248         9       Sport       72       Sport complex       197.0276			181	Infant school	54.5780 for extension
Featuration       909       Primary       open space)         121       Secondary       970.2768 for extension (1st and 2nd cycle) 454.8172         909       Canteen       6.1855         40       Central Market       35.3746         20       363       Quartier Market       31.8372         181       363       Quartier Market       31.8372         90       Bus station       54.578         8       Sociocultural       36       Multipurpose Centre       36.3853         121       Training, youth club and femal centre       21.2248         9       Sport       72       Sport complex       109.1561					606.4230 maxi. for 6
6       Education       909       1819.269         121       Secondary       970.2768 for extension (1st and 2nd cycle) 454.8172         909       Canteen       6.1855         75       A0       33.1637         20       12       42.4496         363       Quartier Market       31.8372         181       Quartier Market       31.8372         90       Bus station       54.578         8       Sociocultural       36       Multipurpose Centre       36.3853         121       Training, youth club and femal centre       21.2248         9       Sport       363       Entertainment centre       218.3122         9       Sport complex       109.1561			1212	Primary	classrooms + sport field (with
121   Secondary   970.2768 for extension   (1st and 2nd cycle) 454.8172   909   Canteen   6.1855				Timary	
121   Secondary   970.2768 for extension   (1st and 2nd cycle) 454.8172   909   Canteen   6.1855	6	Education	909		
45       (1st and 2nd cycle) 454.8172         909       Canteen       6.1855         75       40       35.3746         20       363       42.4496         363       363       31.8372         181       31.8372         90       Bus station       54.578         8       Sociocultural       36       Multipurpose Centre       36.3853         121       Training, youth club and femal centre       21.2248         7       363       Entertainment centre       218.3122         9       Sport       Sport complex       109.1561			121	Caracilar	
75       40       33.1637         40       20       31.3318         12       42.4496         363       Quartier Market       31.8372         181       31.8372         90       Bus station       54.578         Sociocultural       36       Multipurpose Centre       36.3853         145       Social centre       36.3853         121       Training, youth club and femal centre       21.2248         7       Sport       72       Sport complex       109.1561			45	Secondary	
Feature   Feat				Canteen	
Feature 1       40       Central Market       35.3746         20       31.3318         42.4496       42.4496         363       Quartier Market       31.8372         90       Bus station       54.578         8       36       Multipurpose Centre       36.3853         145       Social centre       36.3853         121       Training, youth club and femal centre       21.2248         9       Sport       363       Entertainment centre       218.3122         9       Sport complex       109.1561				Canteen	
Table   Central Market   31.3318   31.3318   42.4496   363   31.8372   31.					
7       Economic activities       12       42.4496         363 181       Quartier Market       31.8372         90       Bus station       54.578         36       Multipurpose Centre       36.3853         145       Social centre       36.3853         121       Training, youth club and femal centre       21.2248         9       Sport       363       Entertainment centre       218.3122         121       Social centre       97.0276         72       Sport complex       109.1561				Central Market	
363   Quartier Market   31.8372   181   31.8372   90   Bus station   54.578	7	Economic activities			
181   Quartier Market   31.8372   90   Bus station   54.578     36   Multipurpose Centre   36.3853   145   Social centre   36.3853     121   Training, youth club and femal centre   218.3122   121   Social centre   97.0276     72   Sport complex   109.1561     109		20011011110 delivides			
8       Sociocultural       36       Multipurpose Centre       36.3853         145       Social centre       36.3853         121       Training, youth club and femal centre       21.2248         363       Entertainment centre       218.3122         121       Social centre       97.0276         72       Sport complex       109.1561				Quartier Market	
8         Sociocultural         145         Social centre         36.3853           121         Training, youth club and femal centre         21.2248           363         Entertainment centre         218.3122           121         Social centre         97.0276           72         Sport complex         109.1561				Bus station	
8         Sociocultural         145         Social centre         36.3853           121         Training, youth club and femal centre         21.2248           363         Entertainment centre         218.3122           121         Social centre         97.0276           72         Sport complex         109.1561			36	Multipurpose Centre	36 3853
121   Training, youth club and femal centre   21.2248     363   Entertainment centre   218.3122     121   Social centre   97.0276     72   Sport complex   109.1561		Sociocultural		· · ·	
9         Sport         121         Social centre         97.0276           72         Sport complex         109.1561	8			Training, youth club and	
9 Sport 121 Social centre 97.0276 72 Sport complex 109.1561			262		210 2422
72 Sport complex 109.1561					
	9	Sport			
, 1900010111			7	Stadium	31.8372

# Population 940,912

N°	FACILITIES	NUMBERS	ТҮРЕ	LAND REQUIERED (ha)
	Caramita	47	Gendarmery	94.0912
1	Security	23	Police station	4.7045
		18	Mayor	9.2209
2	Town Hall	18	Technical services	5.2691
	Public gardens and		Relaxation and	
3	Green spaces		recreation spaces	5% of total urban land
		940	Post office	2352.2800 for many facilities
4	Infrastructures	940	Electricity Office	112.9094
	400. 4.004.	313	Water Office	37.6364
		0.10		51.166
		37	Integreated Health centre (CSU)	7.5272
	5 Health	18	Urban Health Training (FSU)	3.7636
5		62	Specialized Health	11.2909
		31	Centre (CSUS)	(HG) 31.3637
		26	Reference Health Centre	(CHR) 53.7664
		23	(CSDR)	(CHU) 470.4560
		94	Infant school	28.2273 for extension
		627		313.6373 maxi. for 6
	6 Education	627	Primary	classrooms + sport field (with open space)
6		470	1	376.3648
				(1st cycle)
		62	Secondary	501.8197 for extension
		23	, 	(1st and 2nd cycle) 235.2280
		470	Canteen	3.1991
		39		17.152
	7 Economic activities	20		18.2955
		10	Central Market	16.2045
7		6	1	21.9546
		118	Overtion Monket	16.4659
		94	Quartier Market	16.4659
		47	Bus station	28.2273
		13	Multipurpose Centre	13.4416
		47	Social centre	11.7614
8	Sociocultural		Training, youth and	
		62	femal centre	10.9773
		188	Entertainment centre	112.9094
		188 62	Entertainment centre Social centre	112.9094 50.1819
9	Sport		Entertainment centre Social centre Sport complex	112.9094 50.1819 56.4547

# **Urban Unit 5: Yopougon-Songon**

# Population 1,980,335

N°	FACILITIES	NUMBERS	ТҮРЕ	LAND REQUIERED (ha)
	<b>6</b>	99	Gendarmery	198.0335
1	Security	47	Police station	9.5056
		39	Mayor	19.4072
2	Town Hall	19	Technical services	5.5449
	Public gardens and		Relaxation and	FO/ of total cultural land
3	Green spaces		recreation spaces	5% of total urban land
		2059	Post office	5148.871 for many facilities
4	Infrastructures	1980	Electricity Office	237.6402
		660	Water Office	79.2134
		66	Integreated Health centre (CSU)	13.2022
		39	Urban Health Training (FSU)	7.9213
5	Health		Specialized Health	
		146	Centre (CSUS)	26.4044
		49	Reference Health Centre	(HG) 49.5083
		49	(CSDR)	(CHR) 99.0167
		49	,	(CHU) 990.1675
		181	Infant school	54.4100 for extension
				660.1116 maxi. for 6
		1320	Primary	classrooms + sport field (with
	e.i		'	open space)
6	Education	990		792.134
		132	Secondary	(1st cycle) 1056.1786 for extension
		49	Secondary	(1st and 2nd cycle) 495.0837
		990	Canteen	6.7331
		82 44	-	36.0998 38.5065
		22	Central Market	34.1057
7	Economic activities	13	1	46.2078
		386		34.6558
		198	Quartier Market	34.6558
		99	Bus station	59.41
		39	Multipurpose Centre	39.6067
		158	Social centre	39.6067
8	Sociocultural		Training, youth and	
		132	femal centre	23.1039
		396	Entertainment centre	237.6402
	Cm =t	132	Social centre	105.6178
9	Sport	79	Sport complex	118.8201
		9	Stadium	39.6067

# **Urban Unit 6: Koumassi-Marcory-Treichville**

# Population 866,484

N°	FACILITIES	NUMBERS	TYPE	LAND REQUIERED (ha)
_	ć ::	43	Gendarmery	86.6484
1	Security	21	Police station	4.3324
		9	Mayor	4.4915
2	Town Hall	17	Technical services	4.8523
_	Public gardens and		Relaxation and	FO/ of total cultural and
3	Green spaces		recreation spaces	5% of total urban land
		866	Post office	2166.2100 for many facilities
4	Infrastructures	866	Electricity Office	103.978
		288	Water Office	34.6593
	5 Health	34	Integreated Health centre (CSU)	6.9318
		17	Urban Health Training (FSU)	3.4659
5		57	Specialized Health Centre (CSUS)	10.3978
		28	Reference Health Centre	(HG) 28.8828
		24	(CSDR)	(CHR) 49.5133
		21	(35-11)	(CHU) 433.2420
		86	Infant school	25.9945 for extension
				288.8280 maxi. for 6
		577	Primary	classrooms + sport field (with
	e			open space)
6	6 Education	433		346.5936
		57	Secondary	(1st cycle) 462.1248 for extension
		21	Secondary	(1st and 2nd cycle) 216.6210
		433	Canteen	2.946
			Carrecen	
		36 19	-	15.7952 16.8483
		9	Central Market	14.9227
7	Economic activities	5	1	20.2176
		173		15.1634
		86	Quartier Market	15.1634
		43	Bus station	25.9945
		12	Multipurpose Centre	12.3783
0	Sociocultural	43	Social centre	10.831
8		57	Training, youth and femal centre	10.1089
		173	Entertainment centre	103.978
	<u>.</u> .	57	Social centre	46.2124
9	Sport	34	Sport complex	51.989
1	Sport	4	Stadium	17.3296

				Population 42,972
N°	FACILITIES	NUMBERS	ТҮРЕ	LAND REQUIERED (ha)
1	Security	2	Gendarmery	4.2972
	Security	1	Police station	0.21486
2	Town Hall	1	Mayor	0.4211
	TOWIT Hall	1	Technical services	0.2406
	Public gardens and		Relaxation and	500 of total and an love d
3	Green spaces		recreation spaces	5% of total urban land
		42	Post office	107.4300 for many facilities
4	Infrastructures	42	Electricity Office	5.1566
		14	Water Office	1.7188
			Integreated Health	
		2	centre (CSU)	0.3437
			Urban Health Training	
		1	(FSU)	0.1718
5	Health	2	Specialized Health	0.5156
		3	Centre (CSUS)	0.5156
		1	Reference Health Centre	(HG) 1.4324
		1	(CSDR)	(CHR) 2.4555
		1	(002)	(CHU) 21.4860
		4	Infant school	1.2891 for extension
				14.3240 maxi. for 6 classrooms
		28	Primary	+ sport field (with open space)
	Education			
6	Education	21		17.1888
		2	Secondary	(1st cycle) 22.9184 for extension
		1	Secondary	(1st and 2nd cycle) 10.7430
		21	Canteen	0.1461
			Carreeri	
		1		0.7833
		1	Central Market	0.8355
	Economic activities	0	-	0.7400
7		0		1.0026
		<u>8</u> 4	Quartier Market	0.7520 0.7520
		2	Bus station	1.2891
		1	Multipurpose Centre	0.6138
8	Sociocultural	2	Social centre	0.5371
	Sociocaltalai	3	Training, youth and	0.5013
			femal centre	
		8	Entertainment centre	5.1566
9	Sport	3	Social centre	2.2918
	<b>υ</b> ροι τ	1	Sport complex	2.5783
		0	Stadium	0.8594

				Population 438,987
N°	FACILITIES	NUMBERS	ТҮРЕ	LAND REQUIERED (ha)
1	Security	21	Gendarmery	43.8987
	Security	11	Police station	2.1949
2	Town Hall	8	Mayor	4.302
2	Town Hall	8	Technical services	2.4583
	Public gardens and		Relaxation and	FOX of the last standard
3	Green spaces		recreation spaces	5% of total urban land
		438	Post office	1097.4675 for many facilities
4	Infrastructures	438	Electricity Office	52.6784
		146	Water Office	17.5594
			Integrated Health	
		17	Integreated Health centre (CSU)	3.5118
		8	Urban Health Training (FSU)	1.7559
5	5 Health	29	Specialized Health	5.2678
		14	Centre (CSUS)	(HG) 14.6329
		12	Reference Health Centre	(CHR) 25.0849
		11	(CSDR)	(CHU) 219.4935
		44	Infant school	13.1696 for extension
				146.3290 maxi. for 6
		292	Primary	classrooms + sport field (with
	Education	210		open space)
6	Education	219		175.5948
		29	Casandani	(1st cycle)
			Secondary	234.1264 for extension
		11		(1st and 2nd cycle) 109.7467
		219	Canteen	1.4925
	7 Economic activities	18		8.0023
		9	Central Market	8.5358
		5	Central Market	7.5603
7		3		10.243
		87	Quartier Market	7.6822
		44	Quartier Market	7.6822
		22	Bus station	13.1696
		6	Multipurpose Centre	6.2712
	Sociocultural	22	Social centre	5.4873
8		29	Training, youth and femal centre	5.1215
		00		F0 CT0 1
		88	Entertainment centre	52.6784
9	Sport	29	Social centre	23.4126
		17	Sport complex	26.3392
		2	Stadium	8.7797

# Urban Unit 10: Jacqueville-Dabou

# Population 545,578

N°	EACHITIES	NILINADEDO	TVDE	LAND REQUIERED (ha)
IN	PACILITIES .			
1	Security			54.5578
		14	Police station	2.7278
2	Town Hall	11	Mayor	5.3466
	TOWITTIAII	11	Technical services	3.0552
_	Public gardens and		Relaxation and	FOX of tested and a second
3	Green spaces		recreation spaces	5% of total urban land
		545	Post office	1363.9450 for many facilities
4	Infrastructures	545	Electricity Office	65.4693
		181	Water Office	21.8231
			Integranted Health	
		21	_	4.3646
	Security    27   Gendarmery   14   Police station   14   Police station   15   Police station   11   Mayor   11   Technical service   11   Technical service   12   Technical service   181   Water Office   181   Water Of		2.1823	
5	Health			
	. rearer	36		6.5469
		18		(HG) 18.1859
			Reference Health Centre	(CHR) 31.1758
			(CSDR)	(CHU) 272.789
			Infort cab cal	16.3673 for extension
		54	infant school	181.8593 maxi. for 6
		363		classrooms + sport field (with
		303	363 Primary 272 36	open space)
6	Education	272		218.2312
	Ladeation	272		(1st cycle)
		36	Secondary	290.9749 for extension
		13	,	(1st and 2nd cycle) 136.3945
			Canteen	1.8549
		22		0.0454
	Security	}	9.9454 10.6084	
			Central Market	9.396
7	Economic activities			12.7301
'	Economic detivities			9.5476
			Quartier Market	9.5476
			Bus station	16.3673
			Multipurpose Centre	7.7939
8	Sociocultural	2/		6.8197
		36	- '	6.365
			remarcentre	
	Sport	109	Entertainment centre	65.4693
9				29.0974
			· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	32.7346
		3	Stadium	10.9115

# $\mathop{Appendix}_{\scriptscriptstyle{(25\,\mathrm{pages})}} \mathrm{G}$

Implementation Responsibility Schedule

#### (1) Land Use and Growth

Growth Management Centres	Key and Consultative Stakeholders
Policy LU 1: Urban Growth Centres	MCLAU, BNETD, Collectivités locales
Policy LU 2: Employment Growth Centres	MCLAU, Ministère des Infrastructures Economiques (MIE), Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle, BNETD, Collectivités locales

#### Policy Actions, Lead Agency

- 1. Continue to direct future growth to the low density peripheral communes of AAD where there is sufficient land that is undergoing subdivision and infrastructure implementation Cocody, Anayma, Bingerville, eastern Port Bouet, Grand Bassam, and Songon whilst supporting a series of District Urban Centres through the provision of necessary community facilities and transit oriented town centres. *MCLAU*
- 2. Provide new urban centre development within existing high density areas suitable for urban renewal projects the communes of Plateau, Adjame, Abobo, Yopougon and Petit Bassam. *MCLAU*
- 3. New industrial development to be directed to existing industrial areas and proposed industrial zones to create employment clusters of complementary industrial and knowledge enterprises. MCLAU / MI
- 4. Demarcate limits of urban and employment cluster permitted development growth areas through land use and density zoning on Detailed Urban Plans. *MCLAU*
- 5. Establish buffer, non-build zones and/or other appropriate zoning instruments including urban design guidelines to curtail urban sprawl beyond Growth Centre areas with Detailed Urban Plans. MCLAU/BNETD
- 6. In consultation with relevant authorities set up a body to coordinate the implementation of land acquisition, provision of infrastructure, land sales, and to promote investment in new employment ventures with Growth Centres. *MCLAU and relevant authorities*
- 7. Through planning permit system, ensure provision of all necessary ancillary facilities (social infrastructure) in large scale development projects based on the proposed standards. Introduction of an incentive system (planning obligations system) through the simplified planning permit process for private developers' contributions towards provision of public facilities in the development. *MCLAU/BNETD and relevant authorities*.
- 8. Set planning standards and guidelines for Growth Centres, as a readily available reference documents for Local Authority development control officers, private sector developers and their development planning consultants. *MCLAU and relevant authorities*.

Balanced Growth	Key and Consultative Stakeholders
Policy LU 3: Urban Expansion Areas	MCLAU, Collectivités locales
Policy LU 4: Revitalization of Older Urban Areas	MCLAU, Collectivités locales
Policy LU 5: Expand Existing Centres	MCLAU, Collectivités locales

#### Policy Actions. Lead Agency

1. Establish an 'Urban Development Task Force' to coordinate the planning and implementation of the development of urban areas taking into account infrastructure provision, transport, open space and landscape and cultural heritage. *MCLAU / DAA* 

- 2. Direct new development to areas that have a suitable existing infrastructure to stimulate quick win and catalyst projects to direct growth under Detailed Urban Plans. Encourage land assemblage of large plots through up zoning and opportunities for 'land pooling' to enable economies of scale for private and public developers. MCLAU / AGEF
- 3. Undertake urban regeneration studies of older urban areas and existing centres to include traffic management schemes that promote public transit use and pedestrian friendly environments to aid in the attraction of private sector development initiatives.

  \*\*MCLAU / Ministère du Transport\*\*
- 4. Formulate Detailed Urban Plans that encourage the development of all settlement centres including those that are serving rural and employment areas to ensure opportunities for balanced growth through a variety of private investment opportunities.

  \*\*MCLAU / BNETD/ Agences d'urbanisme\*\*
- 5. Draw up comprehensive urban design and landscape guidelines for the design and planning of the public realm. *MCLAU / BNETD*
- 6. Set planning standards and guidelines for urban regeneration and revitalization, as a readily available reference documents for Local Authority development control officers, private sector developers and their development planning consultants. *MCLAU* / *BNETD*

Compact Development	Key and Consultative Stakeholders
Policy LU 6: Urban Expansion Areas	MCLAU, DAA, Collectivités locales
Policy LU 7: Revitalize Existing Centres	MCLAU, DAA, Collectivités locales
Policy LU 8: Public Transport Hubs	MCLAU, Ministère du Transport.
Policy LU 9: Access to Arterial Roads	MCLAU, MT, BNETD

- 1. Encourage high density mixed use development in urban centres including raising buildings heights through appropriate zoning and planning / urban design guidelines.

  MCLAU / DAA
- 2. Revitalization proposals must ensure any increase in density is compatible to existing infrastructure capacity and identify longer term demand on utilities and need for any road upgrading. *MCLAU / Ministère du Transport*
- 3. Undertake urban regeneration studies of older urban areas and existing centres to include traffic management schemes that promote public transit use and pedestrian friendly environments to aid in the attraction of private sector development initiatives.

  \*\*MCLAU / BNETD\*\*
- 4. Traffic management proposal to be studied for implementation of traffic calming measures to reduce speed and volume through built up residential areas and town centres. *Ministère du Transport*
- 5. Identify in Detailed Urban Plans location of TOD where multimodal public transport hubs are supported by zoning that encourages high density mixed use commercial and residential development. *MCLAU*
- 6. Set planning standards and guidelines for Growth Centres, as a readily available reference documents for Local Authority development control officers, private sector developers and their development planning consultants. *MCLAU / BNETD*

Preserve Agricultural Land	Key and Consultative Stakeholders
Policy LU 10: Agricultural Land	MOA, MCLAU, MOWF. MINESUDD

- 1. Survey all agricultural land to identify productivity levels, importance to natural water catchment system and contribution to biodiversity ecosystem, in order to define infrastructure needs to increase productivity, interface with developed areas, any necessary protection measures, and potential marginal areas incorporation into public open space system. *Ministère de l'Agriculture / Ministère des Eaux et Forêts*
- 2. Identify appropriate and allowable nonpolluting land uses adjacent to agricultural land within Detailed Urban Plans. *MCLAU/AGEF*
- 3. In consultation with relevant authorities review existing agricultural practices and potential future agriculture that is appropriate within urbanized areas, at the urban /rural boundary and within those areas remaining principally rural. *Ministère de l'Agriculture*
- 4. Define flood water retention areas to minimize the impact on agricultural land productivity. *des Eaux et Forêts*
- 5. Set planning standards and guidelines for agricultural land, as a readily available reference documents for Local Authority development control officers, private sector developers and their development planning consultants. *MCLAU / MINEF / BNETD*

Natural Environment	Key and Consultative Stakeholders
Policy LU 10: Agricultural Land	MINESUDD, MCLAU, BNETD/ MINEF

## Policy Actions. Lead Agency

1. Set planning standards and guidelines for the protection of areas of natural wetland and forest land, as a readily available reference documents for Local Authority development control officers, private sector developers and their development planning consultants.

\*\*MCLAU / MINESUDD / MINEF\*\*

#### (2) Settlement Policies

Location of Residential Development	Key and Consultative Stakeholders
Policy HO 1: Residential Clusters	MCLAU, Promoteurs/Opérateurs immobiliers, Collectivités locales
Policy HO 2: Apartments in Town Centres	MCLAU, Promoteurs/Opérateurs immobiliers, Collectivités locales
Policy HO 3: Densification in Existing Utility Serviced Areas	MCLAU, Promoteurs/Opérateurs immobiliers, Collectivités locales
Policy HO 4: Restriction on commercial usage in Residential Property	MCLAU, BNETD, Collectivités locales

- 1. Applications for mixed density residential development on sites within mixed-use centres and within urban renewal projects will be permitted. *MCLAU / DAA*
- 2. Establish an Urban Renewal Authority comprising public and private sector stakeholders to identify and develop urban renewal projects and undertake Public-Private Partnership (PPP) structured projects for mixed density residential development in and around mixed-use urban centres. MCLAU / DAA
- 3. To ensure a range of housing products all large scale housing development applications must provide a Real Estate Impact Study. *MCLAU*

Housing Quality	Key and Consultative Stakeholders
Policy HO 5: Affordable Housing	MCLAU, BNETD, INS, Collectivités locales, Promoteurs/Opérateurs immobiliers
Policy HO 6: Removal of Non- Conforming Uses	MCLAU, Collectivités locales. ONG
Policy HO 7: Improvement of Sub Standard Housing	MCLAU, Collectivités locales, ONG, Promoteurs/Opérateurs immobiliers
Policy HO 8: New Housing Areas	MCLAU, Collectivités locales, ONG, Promoteurs/Opérateurs immobiliers

- 1. In consultation with the relevant Ministries and Agencies, and the private sector stakeholders establish and update the standards for the provision, location, building codes for housing to set standards and guidelines for the sustainable design of new and refurbished housing. MCLAU / BNETD
- 2. Establish a GIS-based data base for monitoring residential land supply and demand for affordable housing, update and publish annually, for use by development industry, Ministries and Agencies. INS
- 3. Application for urban purpose including residential on non-zoned residential, commercial, industrial and mixed use land will not be permitted. *MCLAU / DAA*
- 4. As part of the work of the Urban Renewal Authority, establish mechanisms to audit housing quality in areas identified for urban renewal and establish mechanisms to ensure compliance, enforcement and monitoring of actions in the implementation of building and planning standards as set in Action 1 above. MCLAU / DAA

Public Housing	Key and Consultative Stakeholders
Policy HO 9: Utilise Public Land	MCLAU, Collectivités locales, AGEF, BNETD
Policy HO 10: Location of Public Housing	MCLAU, Collectivités locales, Opérateurs immobiliers
Policy HO 11: Informal Housing Removal	MCLAU, Collectivités locales
Policy HO 12: Living Environment	MCLAU, Collectivités locales

#### Policy Actions. Lead Agency

- 1. In accordance with current Government policy prepare a phasing strategy which identifies sustainable sites for affordable housing based on achieving the following criteria:
  - a. Located on vacant or suitable Government-owned land zoned for residential purposes
  - b. Provided with utilities, community facilities and public transportation services
  - c. Designed in accordance with best practice planning and relevant Cote d'Ivoire housing policies and building codes. *MCLAU*

Update the monitoring and review process, and ensure the demand for affordable housing to be regularly reviewed in line with the criteria of Action 1 above. MCLAU/DAA

Housing Design	Key and Consultative Stakeholders
Policy HO 13: Special Needs	MCLAU, BNETD, Collectivités locales, Promoteurs

	immobiliers
Policy HO 14: Sustainable Housing Standards	MCLAU, BNETD, Collectivités locales, Promoteurs immobiliers
Policy HO 15: Design Innovation	MCLAU, BNETD, Collectivités locales, Promoteurs immobiliers

- 1. In consultation with the relevant Ministries and Agencies, and the private sector stakeholders establish and update the standards for the provision, location, building codes for housing to set standards and guidelines for the sustainable design of new and refurbished housing. MCLAU / BNETD
- 2. Establish a Housing Design Task Force that must include registered professional architects, town planners and landscape architects to create and implement sustainable housing design typologies and livable neighbourhood planning for:
  - a. High density residential
  - b. Medium density residential
  - c. Low density residential
  - d. Mixed use residential centres
  - e. Affordable housing
  - f. Labour housing / compounds MCLAU / ONACI / ONUCI
- 3. The design of new and rehabilitated housing should consider any changes to demographics and household formation, including the needs of an ageing population, housing affordability, adequacy of supply, development economics and feasibility and market trends. MCLAU / ONACI / ONUCI / BNETD
- 4. Prepare and Urban Design Compendium that includes design guidelines for sustainable housing and communities (see Built Environment Policies). *MCLAU / BNETD*
- 5. Encourage innovation through Government-led pilot projects by identifying exemplary projects and instigate processes including design competitions to promote excellence in sustainable housing design and planning. MCLAU / Collectivités locales, Promoteurs immobiliers
- 6. MCLAU and Local Authorities to establish Design Panels to assess the design and planning of housing and ensure that guidelines are used within the development assessment process. MCLAU / Collectivités locales

## (3) Urban Development Policies

CREATE AND MANAGE URBAN FORM	Key and Consultative Stakeholders
Policy BE1: Optimize Development Density	MCLAU, MINESUDD, Collectivités Locales, Secteur Privé,
Policy BE2: Neighbourhood Connectivity	MCLAU, BNETD, Collectivités Locales, Secteur Privé
Policy BE3: Universal Accessibility	MCLAU, BNETD, Collectivités Locales, Secteur Privé

- 1. Prepare a "Communities Design Guide" that set, amongst other things, the credit rating method and performance indicators for urban centres, communities and neighbourhood connectivity as a model for sustainable development in Abidjan **DOE**
- 2 Establish an urban structure where networks of neighbourhoods are clustered to support primary Urban and town centres. *MCLAU*
- 3 Create and implement a sustainable Abidjan Community Neighbourhood Model typology to promote compact neighbourhoods, which incorporates traditional Cote d'Ivoire and livable housing and community values. *MCLAU*

- 4 Set density levels on a neighbourhood wide basis in Detailed Urban Plans to ensure continuity of urban structure on a district basis and beyond individual development sites. **MCLAU**
- 5 Set planning standards and guidelines for urban area development, as a readily available reference documents for Local Authority development control officers, private sector developers and their development planning consultants. *MCLAU / BNETD*

Establish a Legible Public Realm and Urban Image	Key and Consultative Stakeholders
Policy BE4: Walkable Streets, Spaces and Identity	MCLAU, BNETD, Collectivités Locales, Secteur Privé
Policy BE5: Distinctive Identity	MCLAU, BNETD, Collectivités Locales, Secteur Privé
Policy BE6: Integrated Development and Building Height	MCLAU, BNETD, Collectivités Locales, Secteur Privé

- 1. All development applications including public works, community facilities and open space, should incorporate ease of use, connectivity and permeability for all users, including less mobile groups. *MCLAU*
- 2. Undertake 'Pedestrian Friendly Movement Study' of all old downtown urban areas to assess constraints on movement and define areas of pedestrian priority and the measures to be taken to enable universal accessibility to public transit nodes, residential areas, commercial footfall hotspots, community facilities and public open spaces. *MCLAU*
- 3. Prepare a 'Street Design Manual" to set out the principles and guidelines for co-ordinated public transit, utility and road right of way, building engagement and access, landscape and public realm design, the provision of public art, and implementation for the provision of safe, appealing and comfortable street environments, to local destinations and neighbourhood centres that promote public health by facilitating walking and bicycling. *MCLAU / BNETD*
- 4. Identify sites for landmark buildings to enrich the quality and identity of urban centre skylines. *MCLAU*

Integrated Landscape Framework	Key and Consultative Stakeholders
Policy BE7: Comprehensive Design of Urban Landscape and Public Realm	MCLAU, BNETD, Collectivités Locales, Secteur Privé
Policy BE8: Safeguarding Urban Landscape	Le MCLAU, MINEF, Collectivités Locales, Secteur Privé
Policy BE9: Greening the Urban Environment	Le MCLAU, MINESUDD, Collectivités Locales, Secteur Privé
Policy BE10: Conserve the Natural Landscape and Minimize Site Disturbance	Le MCLAU, MINESUDD, Collectivités Locales, Secteur Privé
Policy BE11: Open Space Provision	Le MCLAU, MINESUDD, Collectivités Locales, Secteur Privé
Policy BE12: Sports Stadium and Recreation Facilities	MCLAU, BNETD, MJSL, Secteur Privé, Ministère du Tourisme

Policy BE13: Recreation and
Leisure Opportunities

MCLAU, BNETD, MJSL, Secteur Privé.

- 1. Formulate a Landscape Strategy for each urban settlement supported by Conceptual Landscape Master Plans to guide the future provision of soft and hard landscape, open space activities, public art provision, signage, furniture and amenities as a coordinated and integrated network for major streets, the public realm, green and water based recreation areas, links to TOD's, residential areas and community facilities. MCLAU/BNETD
- 2. In association with relevant government agencies and the private sector develop unified and flexible planning guidelines and standards based on best international practice, for the provision of open space, recreation facilities as well as green areas to direct public and private sector provision, planning and design. MCLAU / BNETD
- 3. Identify existing open spaces including those associated with health, sport and recreation, children's play, regeneration, the economy, culture, biodiversity and the environment and show on Detailed Urban Plans. *MCLAU*
- 4. Afford protection to public open space through the development permit process and prepare legislation to enable long term protection of public realm assets. *MCLAU*
- 5. Existing parks and open space linkages including utility and transport corridors will be identified and shown on Detailed Urban Plans. *MCLAU*
- 6. Through the development permit process developers will need to demonstrate a commitment to providing landscaped open space within the development boundary which can be integrated into the wider setting and green corridor network. *MCLAU*
- 7. Developer contributions for greening streetscapes will be negotiated through the development permit process and planning obligations system. *MCLAU*
- 8. Undertake an asset survey of existing trees within the urban area to identify healthy and champion individual species and groups of native indigenous vegetation to be retained and define the irrigation requirements and protection measures need to ensure their healthy retention. *MCLAU/ OIPR*
- 9. Conserve existing natural areas, wetlands and paddy fields, and protect trees to provide habitat and promote biodiversity. *MINESUDD*
- 10. Development Plans to provide sites for a variety of open spaces, based on proposed standards and criteria that are close to work and home to encourage walking, physical activity and time spent outdoors. *MCLAU / BNETD*
- 11. Planning standards and guidelines to be set that ensure that both private and public open space provision is sufficient for the population projections and users demands of Greater Abidjan residents, and are accessible to all people including the disable by a variety of transport modes. MCLAU / BNETD
- 12. Planting to recreation and amenity landscaped areas must be part of a comprehensive and heavily planted open space network utilizing a high proportion of indigenous species that emphasizes connections with the waterfront, and strategically links the key activity nodes. This includes additional space provision for planting within the ROW for road and utility corridors. *MINESUDD*
- 13. Development plans to provide public pedestrian priority thoroughfares that enable direct access to waterfronts and other low impact recreation areas, especially from strategically important locations. *MCLAU / Secteur Privé*
- 14. Promote community-based and local food production to minimize the environmental impacts from transporting food long distances and increase direct access to fresh food neighbourhood farms and gardens. *Ministère de l'Agriculture*
- 15. Development Plans to restrict development along the river valleys and waterfronts that will hinder continuity of public access and obscures public views of the rivers, lagoons, ocean and natural landscapes. MCLAU / Secteur Privé

Conserve and Enhance Cultural Heritage	Key And Consultative Stakeholders
Policy BE14: Designate Cultural Heritage Conservation Areas	MCLAU, UNESCO. Ministère du Tourisme, Ministère de la Culture et de la Francophonie (MCF)

- 1. Establish an inventory of important archaeological, cultural and historic buildings, sites and contextual areas to draw up a graded list of measures, adaptive reuse criteria and management strategies that can be formulated into new or revised legislation for their protection. Such sites, buildings and areas must be identified within Development plans for special development control protection. *MCF*
- 2. Based upon the inventory establish Conservation Areas to protect traditional villages, sites of religious significance, cultural and historic buildings and artifacts of cultural heritage. *MCLAU / MCF*
- 3. Applications for development within Conservation Areas will need to include developer commitments to the retrofitting or reuse of listed buildings that preserve their historic or cultural character and materials rather than comprehensive redevelopment. *MCLAU*
- 4. Within or outside Conservation Areas, adopt state of the art conservation measures when retrofitting or reusing buildings included in the inventory. *MCLAU*

Green Buildings and Green Technologies	Key and Consultative Stakeholders
Policy UE 15: Green Buildings and Green Technologies	MCLAU, MINESUDD, Collectivités Locales, Secteur Privé

- 1. Set up a green building code and credit rating system for Buildings to include Communities and Infrastructure Technology. These new codes to include measures to:
  - Reduce heat islands and urban heat gain to minimize impact on microclimate, livability and urban wildlife habitat.
  - Increase the comfort of outdoor, public space during transition months.
  - Minimise building glare into the public realm
  - Achieve enhanced energy efficiency by creating the optimum conditions for the use of passive and active solar strategies.
  - Use recycled materials to reduce the environmental impact of extraction and processing virgin materials.
  - Minimize trespass from site, reduce sky-glow to increase night sky access, improve night time visibility through glare reduction, and reduce development impact on nocturnal elements.
  - Encourage use of historic buildings in a manner that preserves their historic materials and character.
  - Reduce pollution and hydrologic instability from stormwater, prevent flooding, and promote aquifer recharge.
  - Reduce air, water and land pollution from energy consumption and production by increasing the efficiency of the power delivery system.
  - Reduce pollution from waste water and encourage water reuse.
  - Stewarding materials as part of the 'whole-of-life' cycle (manufacturing, transport, installation, disposal) when selecting and specifying material for building and construction.
  - Divert construction and demolition debris from disposal landfills and incinerators.
  - Redirect recyclable resources back to the manufacturing process. Redirect reusable material to appropriate sites
  - Use recycled materials to reduce the environmental impact of extraction and processing virgin materials.

• Improve outdoor microclimates and reduce power demand for building cooling through early master plan orientation and land use decisions. *MCLAU / BNETD / MINESUDD* 

## (4) TRANSPORT POLICIES

Establish a Legible Public Realm And Urban Image	Key And Consultative Stakeholders
TI 1: Travel Demand Management	Abidjan Urban Planning Agency(AUPA), part of Abidjan District, AGEROUTE
TI 2: Traffic Management	AUPA, AGEROUTE, AGETU, part of Abidjan District
TI 3: Transit Oriented Development (TOD) Zone	AUPA, AGETU, part of Abidjan District

## Policy Actions. Lead Agency

- 1. Create a central transport co-ordination committee or task force established by AUPA and at least initially chaired nominally by the Prime Minister. In fact AUPA is possibly the best vehicle for such an initial organization. As part of Abidjan District, it has its own budget. (AUPA)
- 2. As part of the fore mentioned organization, establish a centre of excellence that would house all the tools for planning such as the GIS database and the transport model. Such a centre could provide a model for other West African nations. (AGETU)
- 3. Develop rules for traffic impact studies to understand the need for additional traffic demand management measures with new developments. (AAD)
- 4. Review and confirm the existing legal system and framework for TOD and strengthen the institutional development capacity to implement the TOD projects. (AUPA)

Public Transport	Key and Consultative Stakeholders
TI 4: High Capacity Public Transport Corridors	AUPA, AGETU,SITARAIL,SOTRA
TI 5: Bus Services	AUPA, AGETU,SOTRA
TI 6: Multi Modal Centres	AUPA, AGETU,SITARAIL,SOTRA
TI 7: Taxi Service	AUPA, AGETU, SOTRA, Commune Level organizations

- 1. The central transport committee described earlier should have overall management of public transport. (AGETU)
- 2. The above-mentioned centre of excellence should provide the transport model by means of which the demand and the viability of each public transport development project could be forecast. (AGETU)

Freight Transport Network	Key and Consultative Stakeholders
TI 8: Freight Rail	AUPA, AGETU,SITARAIL
TI 9: Truck Ban	AUPA, AGETU, AGEROUTE, part of Abidjan District
TI 10: Logistics Centres	AUPA, AGETU, AGEROUTE, SITARAIL, OIC (Office Ivoirienne des Chargeurs)
Policy Actions. Lead Agency	

- 1. In association with the central organization mentioned above designate truck routes and consider limited access of trucks to residential areas. (AGEROUTE)
- 2. Large trucks should in general not be allowed in predominantly residential areas. (AAD)

Parking	Key And Consultative Stakeholders
TI 11 Urban Parking Control	AUPA, AGETU, AGEROUTE, part of Abidjan District, Commune Level organizations
TI 12: Parking Area for Trucks	AUPA, AGETU, AGEROUTE, OIC

- 1. Establish designated area for the parking of commercial vehicles including buses when not in use. (AAD)
- 2. Link parking requirements to traffic impact studies that should be required for every major development. (AAD)

Road Network	Key and Consultative Stakeholders
TI 13: Road Development	AUPA, AGETU,AGEROUTE
TI 14: Road Safety Improvement	AUPA, AGETU, AGEROUTE

# Policy Actions. Lead Agency

- 1. In association with central organization, develop a road improvement plan to eliminate black spots. (AGEROUTE)
- 2. Following the establishment of the SDUGA road inventory database, develop procedures to maintain such a database. (AGEROUTE)
- 3. Develop an accident recording program to maintain accident records. (AGEROUTE)

Green Transport	Key and Consultative Stakeholders
TI 15: Pedestrian Way and Bikeway	AUPA, AGETU, AGEROUTE, SITARAIL, SOTRA, Commune Level organizations
TI 16: Access for All	AUPA, AGETU, AGEROUTE, SITARAIL, SOTRA, Commune Level organizations
TI 17: Traffic Calming	AUPA, AGETU, AGEROUTE, Commune Level organizations
TI 18: Walking Street	AUPA, AGETU, AGEROUTE, Commune Level organizations
TI:19 Green Vehicles	AUPA, AGETU, AGEROUTE, SITARAIL, SOTRA
TI 20: Water Transport.	AUPA, AGETU, SOTRA, DGAMP, part of Abidjan District

- 1. AUPA to identify opportunities for walking streets such as Adjamé markets. (AUPA)
- 2. Identification of opportunities to introduce non-motorized transport planning such as traffic calming routes and bicycle routes whilst ensuring adequate pedestrian access along all roads. (AUPA)
- 3. Development of comprehensive transport plan on the lagoon with firstly reviewing the existing plans. (DGAMP)

#### (5) Social Infrastructure Policies

Planning and Coordination of Community Facilities	Key and Consultative Stakeholders
Policy C1: Distribution of Community Facilities	MCLAU. BNETD, Collectivités locales
Policy CF2: Co-location of Community Facilities	MCLAU, BNETD, Collectivités locales, Promoteurs immobiliers

# Policy Actions. Lead Agency

- 1. Create a Community Facilities Task Force to plan, coordinate and implement the provision, location and co-location of community facilities consistent with the mixed use density approach articulated in the Sub Regional Strategy and the projected needs of each community. *MCLAU / Ministères Techniques*
- 2. As part of the Task Force:
  - a. Update standards for the provision, location and co-location of community facilities.
  - b. Identify and provide sites for the co-location of community facilities in accordance with new, revised and updated standards. *MCLAU / BNETD*

Support For Education Sector	Key And Consultative Stakeholders
Policy CF3: Balanced Distribution of Government and Private Schools	Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique, MCLAU, BNETD, Collectivités locales, Promoteurs immobiliers
Policy CF4: Higher Education / Knowledge Centres	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, MCLAU, BNETD, Collectivités locales, Secteur Privé.

#### Policy Actions. Lead Agency

- 1. As part of the Community Facilities Task Force and in consultation with the relevant Government Ministries and Agencies, update the standards for the provision, hierarchy of schools and higher education institutions and co-location of education facilities which are accessible via a range of transport modes. MCLAU / Ministères Techniques
- 2. Identify and provide sites for education facilities in accordance with updated standards. MCLAU / Ministères Techniques
- 3. Priority consideration should be given to sites adjoining existing facilities that provide opportunities to co-locate and share open space and sports grounds. *MCLAU*
- 4. Identify, safeguard and provide sites for higher education and learning in mixed use centres within urban centres. MCLAU / Ministères Techniques
- 5. Introduce mixed-use activities in higher education and learning institutions, research centres, universities, colleges and vocational training institutions. *MESRS/MENET*

Support For Health Sector	Key and Consultative Stakeholders
Policy CF5: Enhance Accessibility to Health Service Network	MCLAU, Ministère de la Santé et de la Lutte contre le SIDA (MSLS), BNETD, Secteur Privé

- 1. As part of the Community Facilities Task Force, and in consultation with the Ministry of Health establish standards for the provision, location and co-location of health facilities that are accessible via a range of transport modes. MCLAU/ MSLS
- 2. Clinics and health centres and private health service facilities, other than hospitals will be located in mixed-use centres. MCLAU/ MSLS/ Collectivités Locales
- 3. Identify and provide sites for health facilities in accordance with MoH standards.

Support For Religious Services	Key and Consultative Stakeholders
Policy CF6: Enhance Accessibility to Religious Facilities	MCLAU, Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (MEMIS), Direction des Cultes (DC), Collectivités Locales, Les Autorités Religieuses
Policy CF7: Preservation of Historic Places of Worship	MCLAU, Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (MEMIS), Direction des Cultes (DC), Collectivités Locales, Les Autorités Religieuses

- 1. As part of the work of the Community Facilities Task Force and in consultation with the relevant religious authorities update the standards for the provision, location and colocation of religious facilities and projected needs of religious facilities. MCLAU/DC/Autorités Religieuses
- 2. Identify and provide sites, including sites in mixed use centres, for religious facilities in accordance with the updated standards. *MCLAU*
- 3. Identify, register and protect historic and cultural important religious sites as heritage buildings. MCLAU/DC/Autorités Religieuses

Support For Emergency Facilities	Key and Consultative Stakeholders
Policy CF8: Integrated Emergency Response Service System	MCLAU, BNETD, Bailleurs de fonds, Secteur privé (PPP)

## Policy Actions. Lead Agency

- 1. As part of the work of the Community Facilities Task Force and in consultation with the relevant civil defense and emergency service authorities update the standards for the provision, location and co-location of emergency response facilities that satisfy required response times. *MCLAU / Ministère Technique*
- 2. Identify and provide sites for emergency responses in accordance with updated standards. *MCLAU*
- 3. Establish coherent property address and signage system to reduce response times. MCLAU
- 4. Provide priority access at signalized intersections for emergency service vehicles through a coordinated areas traffic control system. MCLAU / Ministère du Transport
- 5. In coordination with relevant Ministries and Agencies, prepare a disaster mitigation and business community plan that includes for the identification of temporary living, evacuation routes and essential supply centres. *MCLAU*

Support for Government and Social Facilities	Key And Consultative Stakeholders
Policy CF9: Co-location of Government service facilities	MCLAU, BNETD, Collectivités Locales

- 1. As part of the work of the Community Facilities Task Force and in consultation with the relevant Ministries and Agencies, establish and update the standards for the provision, location and co-location of Government and social services facilities at mixed-use centres in accordance with the Greater Abidjan Urban Master Plan and the projected needs of service providers. *MCLAU*
- 2. Identify and provide sites for the co-location of Government and social facilities in

#### (6) Commerce Policies

Location of Commercial Development	Key and Consultative Stakeholders
Policy CO 1: Town Centre Mixed Use Development	MCLAU, MCAPPME, Collectivités locales
Policy CO 2: Commercial Zoned Areas	MCLAU, MCAPPME, Autorités locales
Policy CO 3: Equitable Commercial Distribution	MCLAU, MCAPPME, Collectivités locales, Secteur Privé
Policy CO 4: Hotels and Service Apartments	MCLAU, Collectivités locales, Ministère du Tourisme, Secteur Privé.
Policy CO 5: K Economy	MCLAU, Collectivités locales
Policy CO 6: Business Parks	MCLAU. Collectivités locales, Secteur Privé

#### Policy Actions. Lead Agency

- 1. In consultation with the relevant Ministries and Agencies, and the private sector stakeholders establish and update the standards for the provision, location, co-location, access and parking, building codes for commercial development to set standards and guidelines for the sustainable development of commercial premises in mixed-use urban centres and on new and standalone sites. *MCLAU*
- 2. Within mixed-use centres applications for retail and commercial developments will be permitted. MCLAU
- 3. Establish a GIS-based data base for monitoring retail and commercial office space developments and update on an annual basis. *MCLAU*

Location Of Commercial Development	Key and Consultative Stakeholders
Policy CO 7: Transit Oriented Development Centres	MCLAU, Ministère du Transport, Secteur Privé.
Policy CO 8: Ebrie Lagoon Waterfront	MCLAU, MINEF, Collectivités locales, Secteur Privé
Policy CO 9: Logistics Centres	Ministère de l'Industrie, Ministère du Transport, MCLAU, Secteur Privé.

- 1. In consultation with the relevant Ministries and Agencies, and the private sector stakeholders establish and update the standards for the provision, location, co-location, access and parking, building codes for commercial development to set standards and guidelines for the sustainable development of commercial premises in mixed-use urban centres and on new and standalone sites. *MCLAU*
- 2. Applications for major out-of-centre retail and office developments will not be permitted unless:
  - The development has been assessed in the context of its impact on neighbouring centre retail and office sites by way of a Retail Impact Assessment, and has been determined to have no significant adverse effects. **MCLAU**
- 3. Prepare and adopt the regulation for developers to contribute to cost sharing for the provision of facilities and services, including off-site infrastructure, public transportation, the betterment of adjacent areas, the provision of low income/affordable housing, community facilities and landscaping. *MCLAU*

4. Enforce commitments to developer contributions through the planning and development process. *MCLAU* 

Enhanced Role of Town Centres	Key and Consultative Stakeholders
Policy CO 10: Town Centre Residential	MCLAU, Collectivités locales, Secteur privé.
Policy CO 11: Venue for Cultural Events	MCLAU, Ministère du Tourisme, MCF
Policy CO 12: Markets	MCLAU, Collectivités locales, Organisations de commerce, Secteur Privé
Policy CO 13: Leisure and Entertainment Centre	MCLAU, Collectivités locales, Organisations de commerce, Secteur Privé

# Policy Actions. Lead Agency

- 1. Establish guidelines for the conduct of Retail Impact Assessments incorporating Needs Assessments *MCLAU*
- 2. In consultation with the relevant Ministries and Agencies, and the private sector stakeholders establish and update the standards for the provision, location, co-location, access and parking, building codes for commercial development to set standards and guidelines for the sustainable development of commercial premises in mixed-use urban centres and on new and standalone sites. *MCLAU*

## (7) Industry Policies

Location of Industrial Development	Key and Consultative Stakeholders
Policy ID 1: Urban Industrial Cluster Centres	Ministère de l'Iindustrie, MCLAU, secteur privé
Policy ID 2: Removal of Bad Neighbour Uses	UDA, Ministère de Industrie, MCLAU
Policy ID 3: Rejuvenation of Older Industrial Areas	Ministère de l'Industrie. Autorités du Port d'Abidjan, MCLAU, Collectivités locales, Secteur Privé.
Policy ID 4: Agricultural Industry Nodes	Ministère de l'Industrie. Ministère de l'Agriculture. MCLAU.

- 1. In consultation with the relevant Ministries and Agencies, and the private sector stakeholders establish and update the standards for the provision, location, co-location, access and parking, buffer zones, building codes for industrial development to set standards and guidelines for the sustainable development of industrial employment clusters. *MCLAU*
- 2. Identify and enforce designated buffer zones to industrial sites and clusters to restrict incompatible land uses and safe guard strategic transport connections. *MCLAU*
- 3. Outside designated and zoned industrial areas, new industrial development of the expansion of existing industrial uses (medium and light) will not be permitted unless it uses an existing industrial building or site and is served by existing transport and utility infrastructure networks. *MCLAU*
- 4. Establish transition strategies with relevant Government Ministries and Agencies for the upgrading of existing industrial premises to clean industry status and for the removal and relocation of noxious industries from existing industrial areas. **MI**
- 5. Establish a GIS-based data base for monitoring industrial space developments and update on an annual basis. *MCLAU*

Provision For Industrial Land	Key and Consultative Stakeholders
Policy ID 5: Expansion of Industrial Cluster Centres	MCLAU, Ministère de l'industrie, Collectivités locales
Policy ID 6: Small Clean Industry Sites	MCLAU, MI, MOI, Collectivités locales

- 1. In association with relevant Government Ministries and agencies plan and manage the provision of site for co-location of community facilities and public transport services to serve the industrial cluster wider catchment area. MCLAU
- 2. Within zoned industrial areas applications for medium and light clean industries will need to demonstrate achievement of all of the following criteria:
  - a. Adequate and appropriate accommodation and housing types
  - b. A range of integrated community facilities
  - c. Access to public transport systems
  - d. Integrated utility provision and management
  - e. Compliance with environmental management standards. MCLAU
- 3. Within designation industrial areas, applications for mixed-use development will be encouraged. *MCLAU*
- 4. Applications for SME's within industrial employment clusters at Port Bouet, Treichville, Marcory and Koumassi, Yopougon, Grand Bassam, and the future industrial or port zones at Ettingue and Yopougon will be permitted and mixed-use development encouraged.

  MCLAU
- 5. Prepare and adopt the regulation for developers to contribute to cost sharing for the provision of facilities and services, including off-site infrastructure, public transportation, the betterment of adjacent areas, the provision of low income/affordable housing, community facilities and landscaping. *MCLAU*
- 6. Enforce commitments to developer contributions through the planning and development process. MCLAU

Advanced Technology Cluster	Key and Consultative Stakeholders
Policy ID 7: Advanced Technology	MCLAU, Universités, Ministère de L'industrie, Ministère de l'Enseignement Supérieur
Policy ID 8: Agriculture	Ministère de l'Agriculture, MCLAU

- 1. In consultation with the relevant Ministries and Agencies, and the private sector stakeholders establish and update the standards for the provision, location, co-location, access and parking, buffer zones, building codes for advanced technology to set standards and guidelines for the sustainable development of advanced technology employment clusters. *MCLAU*
- 2. Within designation advanced technology areas, applications for mixed-use development including research and development and higher education facilities will be encouraged.

  MCLAU
- 3. Applications for knowledge based industries located within mixed-use centres will be permitted. *MCLAU*
- 4. The provision of ICT infrastructure for knowledge based industries located within mixed use centres and mega projects will be prioritized through the establishment of an Infrastructure Planning Task Force. *MCLAU*
- 5. Support for the creation of complementary rural industries that increase agricultural productivity will be permitted in land designated for non-urban development subject to an Environmental Impact Assessment. *MCLAU*
- 6. Support any Government Ministries and Agencies programme for National Food Security

- by identifying, mapping and protecting suitable arable and paddy lands, hydroponics and providing the required infrastructure. *Ministère de l'Agriculture*
- 7. Preserve and utilize non-urban land including wetlands and forest areas to help achieve any national Food Security objectives. *Ministère de l'Agriculture*

# (8) Urban Design and Amenity Policies

Comprehensive Residential Design	Key and Consultative Stakeholders
Policy DA 1: Mixed Use Neighbourhoods	MCLAU, Collectivités Locales, Promoteurs immobiliers,
Policy DA 2: Interconnected Pedestrian and Cycleway Routes	MCLAU, Ministère du Transport, Collectivités Locales, Secteur Privé
Policy DA 3: Variety in Residential Development	MCLAU, Collectivités Locales, Promoteurs immobiliers

#### Policy Actions. Lead Agency

1. Prepare and Urban Design Compendium that includes design guidelines for integrated mixed use development, neighbourhoods, town centres, rural settlements, public realm, streetscapes, connectivity and building typologies. *MCLAU/BNETD* 

Traditional Neighbourhood Character	Key And Consultative Stakeholders
Policy DA 4: Infill Development	MCLAU, Collectivités Locales, Promoteurs immobiliers
Policy DA 5: Pedestrian Friendly Streets	MCLAU, Ministère du Transport, Collectivités Locales
Policy DA 6: Corner Buildings	MCLAU, BNETD, Collectivités Locales, Secteur Privé
Policy DA 7: Building Material	MCLAU, BNETD, Collectivités Locales, Secteur Privé

- 1. Establish a street block pattern that promotes circulation and pedestrian permeability. MCLAU
- 2. Develop a block structure that promotes visual interest and urban vitality. MCLAU
- 3. Promote perimeter block design in urban centres as a means to:
  - define both public and private spaces
  - accommodate different density of developments required for the different centres
  - promote strong public facades that physically define and socially address the urban space. *MCLAU*
- 4. Encourage the use of horizontal and vertical elements in mixed-use developments. MCLAU

Strengthen Urban Areas Identity	Key and Consultative Stakeholders
Policy DA 8: Vibrant Town Environment	MCLAU, BNETD, Collectivités Locales, Secteur Privé
Policy DA 9: Heritage Districts	MCLAU, BNETD, MCF, Ministère du Tourisme, Secteur Privé
Policy DA 10: Design Variety	MCLAU/ BNETD
Policy DA 11: Streetscape	MCLAU, MINESUDD, TOD
Policy DA 12: Visual Definition	MCLAU

Policy DA 13: Gateways.	MCLAU, Collectivités Locales, Promoteurs immobiliers, TOD
Policy DA 14: Architectural Design	MCLAU, Collectivités Locales, Secteur Privé, Programmes immobiliers
Policy DA 15: Building Heights	MCLAU/ BNETD
Policy DA 15: Landmarks	MCLAU
Policy DA 16: View Corridors	MCLAU, Collectivités Locales

- 1. Ensure the allocation of density promotes walkability to centres and open space and community services. MCLAU
- 2. Create urban centres with activated street frontages and places that take advantage of climatic factors. *MCLAU*
- 3. Promote diversity and mixture of land uses and block sizes with urban centres. MCLAU
- 4. Provide civic spaces as places for community gatherings. MCLAU
- 5. Ensure that public squares and spaces respect a human scale in their design and development. MCLAU
- 6. Enable pedestrian-prioritized streets that are well-shaded by trees and buildings. MCLAU
- 7. Ensure that the allocation of density recognizes the importance of arriving at destinations and transition from low density (edge of neighbourhood) to high density (the core of the centre). **MCLAU**
- 8. Within the Urban Design Compendium ensure that:
  - a. Buildings define space
  - b. Buildings mediate between private and public space and provide graduations between the two
  - c. Buildings have a dialogue with neighbouring buildings and the public realm
  - d. Buildings have compositions that create rhythm and repose and hold the eye
  - e. Buildings have substantial tactile and decorative materials that weather gracefully
  - f. Building strengthen local character and identity
  - g. Buildings integrate with their context
  - h. Buildings provide for the needs of mobility impaired population MCLAU
- 9. Ensure the above guidelines in the Urban Design Compendium are used within the development assessment process. *MCLAU*
- 10. Create an easily recognizable streetscape through landmarks and gateways. **MCLAU**
- 11. Identify and protect visual corridors to water bodies, river valleys, Ebrie lagoon, significant natural features and landmark buildings. *MCLAU*

Diverse Development Pattern	Key and Consultative Stakeholders
Policy DA 17: Industrial Areas and Business Parks	MCLAU, Ministère de l'Industrie (MI), BNETD, Secteur Privé.

## Policy Actions. Lead Agency

1. Within the Urban Design Compendium set guidelines for the location, site planning, access, parking and loading bay provision of mixed use industrial / commercial / public transit developments taking into account both spatial and commercial opportunities arising from colocation. *MCLAU* 

Commercial and Industrial Development Design Standards	Key and Consultative Stakeholders
Policy DA 18: Transition Areas	MCLAU

Policy DA 19: Advertising Signage	MCLAU, BNETD, Collectivités Locales.
Policy DA 20: Industrial Uses	MCLAU, MI, Collectivités Locales, Secteur Privé
Policy DA 21: Design of Infrastructure	MCLAU, Collectivités Locales, Secteur Privé

- 1. Within the Urban Design Compendium set guidelines and standards for the design and integration of architectural, engineering, infrastructure and Green building requirements of commercial, industrial and infrastructure buildings and structures. *MCLAU*
- 2. Set up a 'Built Design Panel' to review the aesthetic and urban design merits of proposed developments as part of the Development Control approval process. *MCLAU*

## (9) Open Space and Landscape Policies

Development Of Parks / Recreation And Open Space System	Key And Consultative Stakeholders
Policy OSL 1: Open Space Hierarchy	MCLAU, MJSL, MINESUDD, BNETD
Policy OSL 2: Recreation Facilities	MCLAU, MJSL, Collectivités locales
Policy OSL 3: Green-Blue Open Space System	MCLAU, Collectivités locales
Policy OSL 4: Urban Landscape System	MCLAU, DAA, Collectivités locales

- 1. Set up a Landscape, Recreation and Open Space Task Force and in consultation with relevant Ministries and Agencies, establish, update and revise planning and design guidelines for the provision of landscape, outdoor recreation facilities and open space, to include the following:
  - a. standards/codes of practice for integration of shade trees, pedestrian ways and cycle ways in design of various road categories
  - b. urban landscape and public outdoor recreation space provision
  - c. private open space provision
  - d. character and environmental value of landscape assets for retention
  - e. colocation of recreation facilities
  - f. tree preservation regulations
  - g. riverine, waterways and water body landscape requirements
  - h. utility reservations
  - i. land area and space requirements for recreation facilities
  - j. management responsibility of open space and recreation facilities MCLAU
- 2. Establishment a GIS-based data base for assessing and monitoring landscape assets, open space provision including public outdoor recreation space, etc. and update on an annual basis *MCLAU*
- 3. Strengthen relevant Local Authorities: establish Landscape Sections for assessment and monitoring as well as some planning, design, implementation, management and maintenance tasks. *Collectivités locales*
- 4. Within Detailed Urban Plans prepare Public Outdoor Recreation Space Plans. Collectivités locales

Standards of Open Space and Recreation Facility Provision	Key and Consultative Stakeholders
Policy OSL 5: New Open Space and Recreation Facility Standards	MCLAU
Policy OSL 6: Private Open Space Provision.	MCLAU, DAA, Collectivités locales
Policy OSL 7: Public Open Space Provision	MCLAU
Policy OSL 8: Recreation Facility Provision	MCLAU

1. The Landscape, Recreation and Open Space Task Force to formulate and gazette relevant open space addendum to Community Facilities Planning Standards and Guidelines.

MCLAU

Park and Open Space Dedication And Maintenance	Key and Consultative Stakeholders
Policy OSL 9: Retention of Landscape Assets	MCLAU
Policy OSL 10: Existing Trees	MCLAU
Policy OSL 11: Waterways	MCLAU

#### Policy Actions. Lead Agency

- 1. Establish an inventory of all landscape assets for retention and enhancement in Greater Abidjan area development plans and ensure they are included in development proposals and projects. *MCLAU*
- 2. Prepare and publish guidelines on urban tree conservation in Greater Abidjan area, including use of tree preservation orders. *MCLAU*
- 3. Review river, lagoon, and water body reservations in Greater Abidjan area, revise if necessary and gazette. *MCLAU*
- 4. As part of the work of the Landscape, Recreation and Open Space Task Force prepare and publish guidelines & regulations for development within or abutting the rivers corridors, ponds, lagoons, ocean and wetlands. *MCLAU*

Recreation / Open Space Colocation	Key And Consultative Stakeholders
Policy OSL 12: Shared Education Facilities	MINESUDD, MCLAU
Policy OSL 13: Colocation	MCLAU

- 1. As part of the work of the Landscape, Recreation and Open Space Task Force and in association with relevant Ministries and Agencies prepare and publish planning guidelines, design and layout standards for the colocation of recreation facilities with community facilities and private development taking into account the potential for shared capital costs and revenue generation for management and maintenance. *MCLAU*
- 2. As part of the work of the Landscape, Recreation and Open Space Task Force:
  - a. Undertake an inventory of school grounds in each local authority and identify suitable ones for use as public outdoor recreation space. *MCLAU*

- b. Facilitate co-operation between relevant schools and local authorities. *Ministère de l'Education*, Collectivités locales
- 3. Identify sites for core parks in areas with high collocation recreation potential and formulate projects. *MCLAU*

Landscape Design	Key and Consultative Stakeholders
Policy OSL 14: Pocket Parks and Plazas	MCLAU, Collectivités locales
Policy OSL 15: Design Guidelines	MCLAU, BNETD, Collectivités locales
Policy OSL 16: Pedestrian Environment	MCLAU, MT, Collectivités locales

- 1. Prepare a Landscape Design Manual setting guidelines for detailed landscape design including the use of green engineering solutions, recyclable material for construction, street and playground furniture and apparatus, and other sustainable design criteria.

  \*\*MCLAU.MINESUDD\*\*
- 2. Identify examples of sites for pocket parks and plazas in the urban areas and formulate and implement pilot projects. *MCLAU*
- 3. Prepare a Green Movement Plan for pedestrian, cycle ways and water transport routes to link the urban centres of the entire Greater Abidjan area. The Plan to include design and planning guidelines criteria for dedicated vehicle free routes and pedestrian friendly designs for; mothers with children, the elderly and disabled. Pilot Projects should be identified for early implementation in urban centres and suburban areas. **MCLAU**

#### (10) Tourism Policies

Tourism Development	Key and Consultative Stakeholders
Policy TO 1: Resort Tourism	Ministère duTourisme, MCLAU, Secteur Privé
Policy TO 2: Conservation of Grand Bassam UNESCO World Heritage Site	Ministère duTourisme, Ministère de la Culture et de la Francophonie (MCF), Collectivités Locales, MCLAU, Secteur Privé
Policy TO 3: Eco Tourism	Ministère du Tourisme, MCLAU, Collectivités Locales, Secteur Privé
Policy TO 4: Cultural and Spiritual Tourism	Ministère du Tourisme, MCF, MCLAU, Collectivités Locales Secteur Privé
Policy TO 5:Ebrie Lagoon Water Front	Ministère du Tourisme, MCLAU, Collectivités Locales, Secteur Privé
Policy TO 6: MICE (International & Domestic)	Ministère du Tourisme, MCLAU, Collectivités Locales, Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), Secteur Privé
Policy TO 7: Theme Parks	Ministère du Tourisme, MCLAU, Collectivités Locales Secteur Privé
Policy TO 8: Hotel Accommodation	MCLAU, Ministère du Tourisme, Collectivités Locales, Secteur Privé
Policy TO 9: Boutique Hotels, Home stays and Motels	MCLAU, Ministère du Tourisme, Collectivités Locales, Secteur Privé
Policy TO 10: Medical Tourism	Ministère de la Santé et de Lutte contre le Sida, MCLAU, Ministère du Tourisme, Collectivités Locales, Secteur

- 1. Designate Grand Bassam UNESCO World Heritage Site as a "conservation zone" with dedicated funding and support to the private sector to implement urgent upgrading works and environmental protection measures. *Ministère du Tourisme/ Ministère de la Culture et de la Francophonie*
- 2. Create a Greater Abidjan Area Tourism Task Force in association with relevant Ministries and Agencies to plan, coordinate, implement, regulate and promote the provision and location of tourist facilities and supporting infrastructure in the Greater Abidjan area consistent with National Tourism policies. *Ministère du Tourisme/ MCLAU*
- 3. As part of the work of the Tourism Task Force and in consultation with relevant Ministries and Agencies include:
  - a. Identify tourism zones and undertake Pilot Projects, including rehabilitation of signification heritage and cultural buildings and sites, access and parking upgrading, promotion material, in association with Private Sector stakeholders.
  - b. Compile business plan and investment portfolios for the attraction of private sector investment.
  - c. Launch awareness programmes on cost /benefits of Tourism for Local Authorities, potential investors, opinion leaders of the area and targeted groups of public at large.
  - d. Introduce mechanisms to facilitate tourist operations and the development of tourist attractions and facilities. *Ministère du Tourisme / MCLAU*
- 4. As part of the work of the Tourism task Force develop a 20 year Tourism Master Plan to identify target market segments, including MICE, cultural heritage, education, health, eco-tourism, recreation and supporting infrastructure requirements related to tourism development. *Ministère du Tourisme*
- 5. Outside designated Protected Areas applications for development in the tourist sector including 4 and 5 star hotels and tourism resorts which accord with Guidelines established in the Tourism Master Plan will be permitted. *Ministère du Tourisme*
- 6. Establish an inventory of all tourist sites and attractions that are suitable for foreign tourist destination and investment. *Ministère du Tourisme / MCLAU*
- 7. Establish a GIS-based data for monitoring tourism developments and update on an annual basis. *Ministère du Tourisme*
- 8. As part of the Tourism Task Force set planning standards and guidelines for the location, size, access, parking and building typology of sustainable tourist facilities as a readily available reference documents for Local Authority development control officers, private sector developers and their development planning consultants. *MCLAU / BNETD*

Domestic Tourism Facilities	Key and Consultative Stakeholders
Policy TO 11: Low Cost Accommodation	Ministère du Tourisme, MCLAU, Secteur Privé, Collectivités Locales,
Policy TO 12: Sporting Venues and supporting hospitality facilities	MJSL, MCLAU, Ministère du Tourisme, Secteur Privé,

- 1. As part of the work of the Tourism Task Force and in consultation with relevant Ministries and Agencies:
  - a. Identify suitable domestic tourism attractions and facilities for development within the grater Abidjan area.
  - b. Promote and provide incentives for local tourism related SMEs.
  - c. Formulate guidelines for the regulation of tourism operations and operators.
- 2. Set out the mechanisms and regulatory framework to encourage prospective local and overseas investors in domestic tourism. *Ministère du Tourisme/MCLAU/MCAPPME/*

#### **BNETD**

Tourism Support Facilities	Key and Consultative Stakeholders
Policy TO 13:Tourism Industry	MCAPPME, MoE, Ministère du Tourisme, MCLAU,
Centre	Secteur privé, Collectivités Locales

# Policy Actions. Lead Agency

- 1. As part of the work of the Tourism Task Force and in consultation with relevant Ministries and Agencies
  - a. Evaluate the requirements for a vocational training facility.
  - b. Identify the location within the Greater Abidjan area.
  - c. Set a prospectus and investment portfolio for associated training and tourism industry organisations.
  - d. Seek opportunities to involve international tourist agencies i.e., PATA, airlines and cruise ship operators.
  - e. Appoint trained staff to carry out activities of developing promotion and regulation of tourism. *Ministère du Tourisme*

#### (11) Natural Environment Policies

Protection of Environmentally Sensitive Areas	Key and Consultative Stakeholders
Policy EN 1: Wetlands	MCLAU, MINESUDD, Collectivités locales, Ministère des Eaux et Forêts
Policy EN 2: Forest and Undisturbed Hill Areas	MCLAU, MINEF, MINESUDD, Collectivités locales
Policy EN 3: Sustainable Development of Waterways	MINESUDD, MINEF, MCLAU, Collectivités locales
Policy EN 4: Development Control of Riverine Areas	MINESUDD, MINEF, MCLAU, Collectivités locales

- 1. Create an Environment Management Task Force comprising relevant Government Ministries and Agencies to plan, coordinate and implement the provision of measures required to protect and restore the natural environment as articulated in the Greater Abidjan Master Plan. *Ministère de l'Environnement*
- 2. Establish a GIS-based data base for monitoring all areas requiring environmental protection and update on an annual basis. *Ministère de l'Environnement*
- 3. In the absence of a defined sustainability assessment tool for community development precautionary will be used in consultation with relevant stakeholders to achieve sustainable development to prevent the risk of environmental degradation. *Ministère de l'Environnement*
- 4. As part of the work of the Environment Management Task Force and in consultation with relevant Ministries and Agencies progressively develop and implement sustainability assessment tools to support the EIA and SEA processes for the planning, design and assessments of projects. *Ministère de l'Environnement*
- 5. All large scale new development on land larger than 1 hectare will require the submission of an EIA as part of the development application. *Ministère de l'Environnement*

Restoration of Damaged Natural Environment	Key and Consultative Stakeholders
Policy EN 5: Reinstatement of Natural Habitats	MINESUDD, Ministère de l'Agriculture, Ministère des Eaux et Forêts, MCLAU, Collectivités locales,
Policy EN 6: Removal of Polluting Sources	MINESUDD, Ministère de l'Agriculture, Ministère des Eaux et Forêts, MCLAU, Collectivités locales,
Policy EN 7: Buffer Zones	MINESUDD Ministère de l'Agriculture, Ministère des Eaux et Forêts, MCLAU, Collectivités locales

- 1. As part of the work of the Environment Management Task Force and in consultation with relevant Ministries and Agencies set measures for planning, design, implementation and monitoring the restoration of damaged natural environment. *Ministère de l'Environnement*
- 2. All new development must identify natural environment, habitats and vegetation at threat and incorporate proposals and strategies for the retention and protection during and after construction of any natural landscape assets, natural drainage system and ecological habitats within the development site and where may be part of interconnected natural environment system extending beyond the site. *Ministère de l'Environnement*
- 3. Prepare a Biodiversity Management Plan that will identify areas and interconnected ecological systems and significant habitats of biodiversity and prepare a Conservation Strategy that includes enhancement and rehabilitation. *Ministère de l'Environnement*
- 4. For new high impact land uses, any buffer zone identified or required through the EIA process will be incorporated within the high impact land use. *Ministère de l'Environnement /MCLAU*
- 5. For new development adjoining existing high impact land uses, any buffer zone required to mitigate the impact of the high impact uses will be incorporated within the new development. *Ministère de l'Environnement / MCLAU*

Avoidance of Natural Disasters	Key and Consultative Stakeholders
Policy EN 8: Enhancement of Flood Defences	MINESUDD, Ministère de l'Agriculture, Ministère des Eaux et Forêts, MCLAU, Collectivités locales
Policy EN 9: Hillside Development	MINESUDD, Ministère de l'Agriculture, Ministère des Eaux et Forêts, MCLAU, Collectivités locales
Policy EN 10: Elimination of Sewage Discharge	MINESUDD, Ministère de l'Agriculture, Ministère des Eaux et Forêts, MCLAU, Collectivités locales
Policy EN 11: Improve the Quality of Natural Water Sources	MINESUDD, Ministère de l'Agriculture, Ministère des Eaux et Forêts, MCLAU, MIE/ONEP, Collectivités locales
Policy EN 12: Elimination of Polluting Sources	MINESUDD, Ministère de l'Agriculture, Ministère des Eaux et Forêts, MCLAU, Collectivités locales
Policy EN 13: Protection of Coastal Areas	MCLAU, BNETD, MINESUDD, MINEF, Collectivitiés locales

#### Policy Actions. Lead Agency

1. As part of the work of the Environment Management Task Force undertake a comprehensive flood mitigation study encompassing the entire water catchment basins of rivers, as well as the lagoons and ocean waterfront of Greater Abidjan to identify measures (bund heights, groins, flood water retention areas, detention areas, upstream dams etc) to protect Greater Abidjan from flooding with at least a 35 to 50 year return period. *Ministère de l'Environnement* 

- 2. Undertake and audit and establish an inspection, enforcement and monitoring programme for septic systems for the protection of ground water resources. *Mo Environ*
- 3. Prepare an Integrated Strategic Environmental Assessment for the Greater Abidjan area. *Ministère de l'Environnement*
- 4. Formulate Coastal Development Guidelines that set out objectives and land use zones for typical coastal development i.e., utilities, port related (including local fishing), tourist, township, villages and holiday homes, to protect and enhance coastal areas. These guidelines should specify the adoption of SEA and EIA (terrestrial and marine) requirements for all new development and prohibit industrial development to coastal areas. *MCLAU*, *BNETD*

#### (12) Sustainable Development Policies

Comprehensive Credit Rating System	Key and Consultative Stakeholders
Policy SD 1:	MINESUDD, MCLAU, BNETD, Autorités Locales
Policy SD 2:	MINESUDD, MCLAU, BNETD, Autorités Locales

#### Policy Actions. Lead Agency

- 1. Create an Environment Management Task Force comprising relevant Government Ministries and Agencies to achieve a defined sustainability assessment tool with credit ratings covering buildings, infrastructure and communities. The assessment tool will include the preparation and implementation of Guidelines (objectives, criteria, acceptable outcomes, best practice guidelines, key performance indicators (KPI's) etc.) to monitor and report on the following impacts of change:
  - a. Water and energy usage
  - b. Greenhouse gas emissions
  - c. Air, water and noise pollution
  - d. Urban development and transport impacts
  - e. Biodiversity and habitat conservation
  - f. Climate hazards risk, flooding, and storm events
  - g. Scenic and landscape amenity
  - h. Open Space and landscape amenity
  - i. Cultural and historical values. Ministère de la Culture et de Francophonie
- 2. As part of the work of the Environment Management Task Force establish a Green Rating System for New Communities; to cover living systems, livable communities, water conservation and recycling, energy conservation and renewable energy, stewarding of material and waste. *Ministère de la Culture et de Francophonie*

Optimise Use of Natural Resources	Key and Consultative Stakeholders
Policy SD 3: ISEA Requirement	MINESUDD, MCLAU, BNETD, Autorités Locales, les Universités

- 1. Using locally relevant data, undertake a comprehensive assessment of risk posed by climate change and other potential natural disaster factors on:
  - a. Coastal flooding (due to potential sea level rise) and riverine flooding (property damage, risk to human life, etc.)
  - b. Infrastructure development
  - c. Business and economic activities
  - d. Natural environment Mo Environ MINESUDD
- 2. Based on evaluated risk, develop a set of adaptation strategies to deal with existing and future risks that are irreversible. Measures such as internationally accepted climate change sensitive land use and infrastructure development standards, raising community

- awareness, development and implementation of disaster management and business continuity plans etc. *MINESUDD*
- 3. Prepare a Greater Abidjan Area Environment Management Plan containing policies and actions to promote and ensure the sustainable use (non-consumptive) and stewardship of terrestrial, aquatic environmentally sensitive areas, including environmentally protected areas. *MINESUDD*

# $\underset{_{(14\,\mathrm{pages})}}{\mathrm{Appendix}}\;H$

Outline of Stakeholder Meetings

# **Outline of Stakeholder Meetings**

# First Stakeholder Meeting

The following table is the outline of the first stakeholder meeting held on 31st Oct. 2013. Comments from participants are mainly on the financial aspect and the necessity of other infrastructures such as industrial area, port, drainage system, etc., and no comments on spatial options.

Date	Thursday, Oct 31st, 2013
Time	08:00 - 17:30
Venue	Ministry of Foreign Affairs Conference room, Plateau, Abidjan
How accessible the venue was to the stakeholders	The venue is conveniently located in the center of Abidjan.
Method of notification	MCLAU sent out 236 invitations including press.  JICA Côte d'Ivoire office also issued a press release.
Method of consultation	Plenary session and group discussions (urban planning discussion and transport planning discussion)
Language spoken	French and English with simultaneous interpretation
Contents/agenda of the presentation	<ul> <li>(1) Overview of the project</li> <li>(2) Issues, vision, and spatial options for urban development of GA</li> <li>(3) Digital topographic mapping</li> <li>(4) The transport sector - goals, objectives and planning guidelines</li> </ul>
Used documents/materials for the explanation	Power point materials for presentation noted above

Position	Sex	Comment/Question	Answer / Reflection of the Comments into the Project
Ministry of Industries and Mines	male	Two (2) projects of the present Master Plan 2000 (MP2000) were completed while six (6) others are on-going. Most of the projects from MP2000 were not really undertaken due to the lack of public financing and not just illegal occupation. I hope the financial aspect will be taken into consideration in the present project in order to correct the mistakes from the past.	After completing our data collection, we will be able to give you a full analysis of the MP2000, but we haven't got that far yet.
Ministry of Industries and Mines	male	The study team should consider the priority industrial plan of the government while allocating those industrial zones.	We are doing a spatial planning which will bring together different individual projects; employment zones and residential areas, industrial and commercial and so there will indeed be zones reserved for all of them.
City Hall of Abobo	male	Apart from urban transport, is the study team looking at other major issues such as a drainage system which is a real issue	The project is an urban plan with a transport plan since urban mobility is vital to any and every city around the world today. When the transport master plan is

		Abidjan, especially in the Abobo zone?	drawn up, the other sectors plans will fit in easily.
City Hall of Abobo	male	The study team should consider a less costly mass transport model for people who will be living around Grand-Bassam, where there is a social housing project on-going at the moment.	The study team will consider a less costly mass transport model.
Ministry of Economic infrastruct ures	male	Hope the stakeholders (local experts) will be more involved in the project during the next stakeholder meeting in order to contribute to the realization of the project because these are people who know more about the reality on the ground.	Some local experts from the ministries and other structures are currently working along with the consultants and you can rest assured that they will give the best advice so that the end result of the project will reflect an inclusive and comprehensive product in the interest of all.
Ministry of Economic infrastruct ures	male	Let the vision of "Abidjan a City of Lagoon and Forest" be reviewed in order to find a vision slogan that will sell well on the international scene, a slogan more competitive and appealing.	Your opinion has been noted.
Studies and Research from C.I.E	male	CIE has a master plan but can't implement it because the reserved zones for its infrastructures have been illegally occupied. We hope this project will reserve zones for the power facilities as it is a very important element to development. Likewise the port, please reserve zones for the expansion of the port as the port is an important asset for Abidjan.	We are not doing sectoral planning, but will rather give you the opportunity to reserve zones for different sectors or activities.
the Departmen t of Sanitation	male	Sanitation is a growing issue in this city and if we sit and do	The project is an urban plan with a transport plan since urban mobility is vital to any and every city around the world today. When the transport master plan is drawn up, the other sectors plans will fit in easily.
ONUCI	male	There were a lot of master plans drawn up in the past, so why did the Study Team analyze the MP2000 only; knowing that that plan was not even approved? They should have analyzed all the previous plans and reveal issues from which the vision could be set.	The MP2000 was approved under the regime of President GUEI Robert but was not fully implemented due to the crisis and the lack of finances. We were told to review the MP2000 only as a master plan which was approved and legal.
Ministry of Water and Forest	male	As a Director of water resources I am concerned about the protection of water and forest because the Greater Abidjan Zone is where we find most of	It is true that these resources are valuable assets and need protection, but we need to have a broad base solution to bring together every ministry's projects as along the waterfront are places where the private

		our water table, lakes and lagoons which are being affected	sector finds ideal for development. The river valleys are, for example, occupied by
		by urbanization, we could carry on development while reserving our virtues. What then is the Study Team doing to have these vital resources protected?	illegal settlement and there is a lack of green zone or open space for recreation, all these are issues that we are considering for a broad base solution. Example: we want to protect the Adjan lagoon where construction may be affecting at this moment as we are proposing that a road be built around the lagoon to protect it as it is one of the water sources for Abidjan.
SODECI	male	Will the revision of the master plan propose a new urban site of developmentor seek to resolve the current crisis faced in Abidjan? As we can see today, there is a serious promise with the water table of Abidjan that tends to resolve about 70% of the water issues in Abidjan. How will the Study Team consider this issue for a solution in their project?	We are not commissioned to look at individual projects (water, sewage, drainage) in this project but as planners we will consider all these aspects, especially the issue of water as we foresee an additional 3 million added to population by 2030, that is why we will be proposing a holistic growth strategy for Abidjan and so your suggestions and thoughts about how your city should be is important and welcome.
CIE	male	My question is related to the infrastructure development of Abidjan, we would like to know your approach as to how you will incorporate water, sanitation, electricity and the drainage systems to have an urban developed city in 2030.	We have visited different ministries and saw some plans for new sewage plant, new water pipes, and electricity master plan, if I am given those plans, I will include them in our master plan. We are drawing up a flexible master plan that could include sectoral plans. There are already insufficient utilities in some parts of the city and so we will propose compact city in certain zones where there are existing utilities instead of extending utilities which are costly. Normally, a master plan is done together with structural plan, but this is not the case with this project because your laws don't authorize us to do structural plans. MCLAU will do the statutorily plan with your help when we are done with the master plan that will serve as a road map for future individual plans. The urban master plan is a general plan and not a detailed one, when it is done the individual plans could fit in.
BNETD	male	The Study Team should not forget about open space in their master plan because that is one of the issues the population is now faced with in Abidjan. We hope this aspect will really be considered in the detail master plan (Pud).	As I plan, I look at open space, recreational space and green space, unfortunately, Abidjan is divided in a way that there is no zones for open space or the open spaces are occupied by illegal settlements. There should often be open space between two cities. We were informed that BNETD has your communities' facilities standards which was done in 1990 and is now 30 years old, we would propose that you establish a new one because the old one is now expired

	I	T	
Ministry of Interior and Security	male	Zone d'Aménagement Différée; is the project considering the differed development zones or land banking? Is the project considering the management of public land?	and every city in world now is renewing theirs. We will propose a core location; a location where there will be a combination of facilities such as schools, commercial centers, hospitals etc., the private sector usually comes in to develop these facilities when zones are allocated for them.  We all know that open spaces were allotted in projects from the ministries but those areas were occupied right before our own eyes. We hope when these places are reserved again we should keenly watch over them to avoid be taken over.  Some of these open spaces were occupied base upon some top government official commands  Land banking is impossible here because there are authorities involved in the giving out of public land according to your laws. Mayors and the tribal chiefs are some of these authorities that can give out land, something which makes it difficult to manage or bank government land. Land management and banking can be realized when there is a governance structure that works together to deal with the land associated issues. The Study Team suggested two land banking proposals. The first was to build a new airport because the current one will sooner be overwhelmed with urban development areas, but this was unlikely because of the concession contract. The second is reserve zones around the port for future port
Private Architectu ral company	male	We as urban planner experts would prefer to be included in the discussion the next time because we have our own perspectives, solutions and suggestions that could help to regulate some of the urban issues	expansion.  We will open the discussion the next time, but it is still not too late, your contributions are still welcome. The Study Team hasn't completed their mission yet to respond adequately to every question being asked, but as they progress I am optimistic that most of your concerns will
		now in this city. We wish there will be an open discussion the next time	be answered.
The Departmen t Land Conservati on	male	Today we are talking about land reservation for development, when these lands are reserved, we know that the government doesn't have the funds to develop them, so how are we going to have these urban developments? Is it going to be a Built Operate Transfer (BOT) system or what? Is the Study Team considering the financing aspect in their project?	To have the development of these zones, the country needs a good leadership (President) who could promote or sell your plan to private investors to find the funds where they are. The Private sector should be used to provide the funds for the development and the country need to have a high knowledge base that can attract foreign investors as well.

IGT	male	Will your plan consider urban renewal as well?	Previous plans for existing urban areas may have not been implemented or urban areas weren't restructured due to the lack of finances. There are also issues like illegal settlements with high density that need a compact city, social housing that seems to be unaffordable for informal settlers relocation and many other problems that we are going to propose a broader base solution for.  This master plan is a general plan that can't resolve all of Abidjan problems at once, but will serve as road map to help solve the issues in time to come
Côte d'Ivoire Energies	male	We would suggest that the Study Team consider the electric power plant that has cost us a lot.	A similar question was raised in the past and the project will consider that.
BNETD	female	What are the plans of the Study Team in regard to industrial activities zones?	We are considering activities zones in our project. We have even proposed five (5) activities zones: industrial facilities zone, Agricultural activities zone, service industries zone, clean industries and cluster (bringing together of similar services, exp. Universities, high tech and tourism).
PUIUR	male	The urban planning scheme takes into account satellite cities but in the transport scheme there is no planning concerning these cities: Dabou, Azaguié, etc. I would like to know why the transport scheme has only been limited to the city of Abidjan.	According to the surveys carried out, the traffic isn't too important in those areas. As such, in the planning of public transport, satellite cities will be served by minibuses.  Regarding remote areas, we have included Dabou, Azaguié and Bonoua as our planning area study area and we have conducted several surveys at the border of greater Abidjan. The results have allowed us to define the traffic outside greater Abidjan; to make traffic proposals in remote areas and include them in the transport planning.
PUIUR	male	When you mentioned bottlenecks, in the transport planning scheme, did you consider widening certain highly trafficked roads, as a solution? This would probably be a less expensive solution while waiting for the means to carry out large-scale actions.	Concerning the widening of roads, this is an action which improves traffic flow, however it is a short-term solution; the long-term solution would be to provide good public transportation in order to make traffic more comfortable for the population.  Regarding the road development, private vehicles are of limited efficiency because they can only transport one or two passengers in each vehicle in a limited time; the accent should be placed on public transportation which is more efficient because they can take a greater capacity of passengers. It is better to preserve enough road way (up to 25m-30m) so that in the future, public transport can be developed in the centre or the side of the road.

Ministry of	Female	You've talked a lot about public	As for meter taxis, they haven't been set
Tourism	Temate	(mass) transportation but meter taxis are not at all mentioned. You even talked about Gbaka, which the Ministry of Tourism intends to ban because of their reckless driving, but nothing was	aside in this project. However, as meter taxis are only available to those who can afford them, in this presentation the accent was placed on public transportation as the most efficient transport mode. Yet we can assure you that meter taxis were included
		said on meter taxis.	in the surveys and are part of the Transport Master Plan. Concerning Gbaka, they can't be banned because they are a major provider of employment. Before setting up an efficient and high-quality public transportation system, we have to take into account the issues of the existing transportation modes. The majority of the people working in the informal transportation sector, can absorbed by the new system.  Regarding the problem of informal transportation (Wôrô-Wôrô and Gbaka), they represent a problem because they stop everywhere, disturb traffic order and don't respect traffic rules and regulation properly; but the fact is that they represent jobs for people. However, when we'll propose the new mass transit, of course there will be a need for drivers; so gradually we can promote a shift of such
			types of job opportunities from the informal sector to a more formal mass
Ministry of	Female	I heard the Study Team talk	Concerning the occupation of roads, when
Tourism		about creating special lanes for buses, but there are already existing roads in Abidjan. Let's take for example the road which goes from Gare Sud (Southern Bus station) to JECEDA in Plateau, if a lane has to be created just for buses you can't destroy the buildings which already exist along the road. How will you proceed to create	we plan a new road we take into account the reality of the field and we always plan roads where the land is available.
Ministry of	Female	these new lanes?  The Study Team also talked	Concerning the informally occupied road
Tourism	- Z - Amure	about the space reserved for roads but these spaces are informally occupied; so what are you going to do? If you destroy these informal settlements, the people occupying them will have to be relocated elsewhere.	space, these spaces were already reserved by the 2000 Urban Master Plan, which was approved by government decree. Therefore they authorized structures will proceed to clear the way for road construction when the moment comes.
Urban Planner (Research Centre in Architectu re and	male	When talking about urban transport planning, one must keep in mind that public authorities have a big responsibility. There are major problems related to traffic	The problem of Abidjan is with the transportation system. Since 1992, there hasn't really been any transport planning and with the development and extension of the city, the conventional transportation modes such as SOTRA can't meet the

Urban		management in Abidjan. For	demand anymore, hence the introduction
Planning)		example, at some moments, traffic flow becomes impossible because the existing road infrastructures are extremely weak. It seems to me that there are some major issues which must be dealt with, otherwise the new road system and infrastructure that are proposed, will not be efficient. The resolving of current issues related to traffic management and control in Abidjan also participate, as much as the new transport planning system, to the improvement of traffic conditions in the city of Abidjan.	of informal modes of transportation such as Gbaka. So the first step in solving these issues is to have a plan and that's exactly what we're doing through such activities as the stakeholder meetings. This forum is the opportunity to exchange on all these matters so that the final project draft in the month of March, will take into account all of your different contributions. Regarding traffic problems in Plateau, we can improve the situation by imposing traffic rules and regulations; but there is a way to enforce traffic regulations through ITS (Intelligent Transport Systems). In terms of urban planning, we're trying to create compact cities where people can live and work at a close distance. Essentially we are trying to reduce the number of trips to the centre of Abidjan.
National Coordinati on of Informal Road Terminals	male	According to the current characteristics of the road network, the number of ring roads is insufficient. It would be interesting for you to create such roads in order to reduce traffic jams.	Concerning the insufficient number of ring roads, this issue has been highlighted and proposal will be made. However when talking about road construction, it all comes down to financial resources, having enough means to create roads.  In the current road status of Greater Abidjan, there doesn't really exist a ring road system; but ring roads are quite important in order to keep any unnecessary traffic from entering the city. In the future Abidjan, there will also be proposed ring roads as a solution to intercity traffic problems.
District of Abidjan	male	My question concerns all aspects of freight transport. I don't know whether you've taken into account logistic facilities and equipment; there are two level of freight transport: inter-state / inter-city, and urban freight transport which needs specific logistic requirements. You'll also have to identify priority projects and propose funding strategies.	The Study Team talked about the current situation concerning freight transport and mentioned urban freight transport and elaborated a diagram showing that 90% of truck trips occur within greater Abidjan; so urban freight transport is an important issue to deal with and the study team will work on it.  Regarding freight traffic, in the future development plan, we will be proposing not only one bypass or ring road, but we'll also have special roads to support freight traffic. Also, we have proposed freight railways connecting directly from the northern part of Abidjan to the western part. For this kind of financial priority, we would also want to check the financial viability: but the question is: can we expect this much freight traffic from the north of Côte d'Ivoire? How much volume is expected in the future?

# **Second Stakeholder Meeting**

Date	Tuesday, June 24 <sup>th</sup> , 2014
Time	08:30 – 17:30
Venue	CRRAE-UEMOA Complex Conference room, Plateau, Abidjan
How accessible the venue was to the stakeholders	The venue is conveniently located in the center of Abidjan.
Method of notification	MCLAU sent out 236 invitations including press.  JICA Côte d'Ivoire office also issued a press release.
Method of consultation	Plenary session:  > General Presentation of the Project Outcome  > Questions and Answers  Group Discussions  > Group A: Urban Planning  > Group B: Transport Planning  > Group C: Transport Demand Analysis and Modelling
Language spoken	French and English with simultaneous interpretation
Contents/agenda of the presentation	<ol> <li>Overview of the project</li> <li>Presentation and discussion of the Socio-Economic Framework</li> <li>Presentation and discussion of the Urban Master Plan</li> <li>Presentation and discussion of the Urban Transport Master Plan</li> <li>Presentation and discussion of Transport Demand Analysis and Modelling</li> </ol>
Used documents/materials for the explanation	Power point materials for presentations noted above

Position	Sex	Comment/Question	Answer / Reflection of the
		7	Comments into the Project
CNRA	Male	-Did the JICA Study Team take	-Discussions with the Ministry of Industry
(National		into account, in terms of spatial	have revealed that their policy is for
Agricultura		occupation and structuring, the	agricultural towns to have food processing
1 Research		different areas made available to	and other employment generating land
Centre)		certain governmental agencies	uses. This aspect has been taken into
		such as SODEFOR?	account in our Master Plan.
		-Concerning the development plans, are there any initial master	-In making the land use plan, we have not necessarily looked at things from a
		plans already existing for areas	government point of view but rather from
		within the country? If so, can	a private property developer's point of
		these areas be known so that we	view. We have focused our plan on private
		can take measures for the	sector development areas but also where
		development of our activities in	there is existing infrastructure.
		inland cities?	there is existing infrastructure.
		-Concerning the creation of	
		project implementation agencies,	
		are all the agencies and	
		organizations present here today	
		concerned by this measure? Will	
		our different agencies and	
		organizations be among the	
		implementation agencies that	
		were presented in the project?	
		What are the conditions to be	
		part of the implementation	
		committee that is to be set up?	

7.41		I a	T 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
Félix Houphouët -Boigny University	Male	-Could we have some information on the current provision and demand as well as the projections regarding the transportation sector by 2020? -Wouldn't it be interesting, as the city of Abidjan possesses a real asset which is the Ebrié Lagoon, to develop the waterbased (lagoon) transportation? If so, should the monopoly on lagoon transport operations remain to SOTRA? -Has the JICA Study Team taken	-We have taken into account all the studies conducted by the Ministry of Transport but also by the Abidjan Autonomous District. These studies have been reviewed and readjusted according to the various projects undertaken by the Prime Minister's Office and AéroCitéRegarding the urban rail between Anyama and Koumasi, we have conducted studies and made future demand forecasts in these areasThe issue regarding stations will be discussed more deeply during transport workshop this afternoon but we can
Ministry of Environme nt	Male	into account Stations (for road transportation)?  The different presentations dealt with Urban and Transport Master Plans, what about the Drainage and Sanitation Master Plan?	already say that our study proposes plans for possible stations in addition to high-capacity corridors for high-speed buses.  The government has the desire to clean its cities and regarding Abidjan, reflections are ongoing. A tender will be launched very soon under the C2D program for the preparation of a Sanitation and Drainage Master Plan which will certainly be taken into account in the SDUGA.
SODEFOR (Forestry Developme nt Agency)	Male	-How will the agricultural and forest landscapes be considered by the project as part of their improvement and preservation? -We are requesting from JICA information on land use especially concerning protected forests and parks in order to provide a sustainable development plan for these areas. Has the Ministry of Water and Forests been approached in terms of harmonizing the land use database especially regarding protected forests?	-Agricultural areas were indeed included in the SDUGA. As I said earlier, 80% of the Greater Abidjan area is not conducive to urban development. Therefore this master plan is a study that aims to develop urban areas. We have recommended that there be two major studies to compliment this Master Plan. One is a Rural Area Development Study because rural areas should be taken into account in the future economic development of this country. The other study we have recommended is Regional Economic Development Study for Abidjan. These studies must be carried out, following the Master Plan, in order to comprehensively address the issues of the Greater Abidjan area. We also have a list of land use policies (183 policies) supplemented by 197 actions of the responsible government agencies who are required to implement those policies.  -We have policies dealing with the protection of agricultural land and policies regarding the status of forestry.  -As part of our mapping exercise, we now have detailed GIS plans of all forests within our study area. We know from our various meetings with the forest authorities, you have your own strategies for the future development. The major concern for forestry areas is the fact that development control powers have been given to communes and local authorities, who are to implement the plans. This

			concern should be handled through the
			concern should be handled through the implementation structure that we have presented, in which all stakeholders are involved.
CIE (Ivorian Electricity Company)	Male	-Has the power (electricity) issue been taken into account by the SDUGA? -What about the issue regarding the financing of this project?	-Our land use plan and our strategy have taken into account the government's 2030 Master Plan for Electricity. We've had discussions with them, we've seen their plans and they've been included in our planning.  -The budget will surely come from the government. We've set out, in our implementation model, that budgets should be given and firewalled (that is not provided to any other project than the Master Plan). That would therefore ensure the proper implementation of the Master Plan. However, some projects will obviously rely on foreign aid.
MCAPPM E (Ministry of Commerce, Crafts and the Promotion of Small and Medium-Sized Businesses)	Male	What has been planned regarding the development of areas for business activities?	Major business and commercial areas are shown on the Master Plan; but following the Master Plan (SDUGA), Detailed Master Plans will be developed. At this level, these documents will take into account the location of business and commercial facilities, reserves for sewage treatment plants, power plants and telephone stations.
ONAD (National Sanitation and Drainage Agency)	Male	The issue regarding sanitation and public services, namely concerning sewage treatment plants	(see previous answer)
URBAN CI	Male	The the extension of the Audoin classified forest and the relocation of the industrial zone from Avagou to Sassako-Benigni, are very inconvenient for local residents Jacqueville.	The current plans were made with the available data we were able to collect. We were not aware of this issue; however, we are willing to engage in consultations with local authorities in order to find solution which will be taken into account in the final draft of the project.
AAD (Abidjan Autonomo us District)	Male	-Concerning the governance structure, we were told that a meeting would be held between counterparts in order to discuss on this structure; however this meeting has yet to be organised and the project is coming to an endThe 2000 MP lacked such a structure, which is why it was not implemented. We suggest the prime minister's and president's offices be involved in this	A meeting between counterparts from various ministries will indeed be organised right after the stakeholder meeting.

	Г		7
		structure in order to guarantee	
		the success of the current	
		project.	
Ministry of	Male	-What is planned, in the short	The Attingué site is between two forests
Mines and		term, for the development of the	and a water catchment area. The site itself
Industry		Attinguié Industrial Zone?	has steep slopes; and from a development
		-What is planned, in terms of	control point of view, residential and
		accommodation (housing,	urban development in this area will lead to
		servicing, etc.) to support this	the destruction of the surrounding
		industrial zone?	environment and to urban sprawl.
MINEF/DR	Male	In our plans, we intend to use the	As our planning approach is based on
E (Ministry		Aghien Lagoon as an alternative	sustainable development principles, we
of Water		water resource for the Abidjan	took into account the protection measures
and		area, in order to guarantee a	defined by the 2000 MP regarding the
Forestry/D		sustainable supply of drinking	Aghien Lagoon area.
pt. of		water. However this aspect was	
Water		not mentioned in your	
Resources	Eamal.	presentation.	Consultations with local authorities will
Jacqueville Sub-	Femal e	If you reserve the Jacqueville water front for public utility,	be initiated in order to address the
Prefecture	е	how will the local residents	concerns of local communities affected by
Fielecture		survive; when their living	the project.
		conditions and livelihood greatly	the project.
		depend on fishing related	
		activities?	
DAD/MCL	Male	Are there any reserved lands	On the resettlement of residents in order
AU	iviaic	intended for the resettlement of	to clear out informal settlements,
(Sanitation		residents who have been cleared	arrangements are being made by the
and		out of informal settlements?	Ministry of Construction, Housing,
Drainage			Sanitation and Urban Development
Department			(MCLAU) to resettle each case near the
/ Ministry			location of their business activities; this in
of			the spirit of preserving their community.
Constructio			
n, Housing,			
Sanitation			
and Urban			
Developme			
nt)			
President's	Male	-The JST proposal has three	The new alignment connects the Vridi
Office		weaknesses:	Bridge directly to the third bridge,
		1. The proposed alignment goes	providing an alternative route for trucks
		through Rue Pierre et Marie	coming from the port area. The main
		Curie in Marcory. This street has	objective of this new alignment is to
		numerous commercial activities	reduce the number of trucks in the Plateau
		that will have to close if ever a	area, which is the political, administrative
		road for trucks were built.	and business centre of Abidjan. Currently
		Therefore this alignment is not appropriate for a truck route.	all trucks cross the two existing bridges (De Gaulle and FHB), which are showing
		2. The length of the bridge: with	signs of heavy congestion and no longer
		the land reclamation, the 2000	meet the standards. In addition, the current
		SDU alignment allowed a	routes used by trucks are geometrically
		shortening of the bridge length,	improper having sharp turns and
		which would eventually reduce	insufficient vertical clearance, thus
		the cost of construction.	generating accidents.
		3. All trucks will cross the third	1. Regarding the alignment through Rue
		bridge if the Vridi Bridge is built	Pierre et Marie Curie, the JST went on a
		in the extension of the third	field survey on June 21st to check the
L	l	in the entention of the tillia	11010 Dai 10 J Dii Daile 2150 to Check the

		bridge. However, it is not guaranteed that the trucks will indeed cross the third bridge, unless legislation is put in place; but not everyone follows the law.	space available to build double-lane two-way traffic road. The conclusion is that this road could be implemented without requiring too many resettlement efforts.  2. Regarding the length of the Bridge, the JST proposal could also consider shortening the bridge length with the reclamation.  3. As for the truck passage on the bridges, a regulation prohibiting the passage of trucks on the two other bridges should be set up.
PAA (Abidjan Autonomo us Port)	Male	-The purpose of the Vridi Bridge is to alleviate heavy vehicle traffic on the only existing arterial road through the port and related industrial area, Vridi Boulevard. It will divert transit traffic in the port area. However, since all heavy vehicles will be heading to Yopougon, they will take the shortest and cheapest path, which is none other than crossing the two existing bridges (De Gaulle and FHB). According to the alignment proposed by the JST, just after crossing the third bridge, heavy vehicles will pass through the congested intersection of the "Ecole de Gendarmerie".  -When the Y4 Ring Road connecting Cocody to Yopougon will be built, the JST proposal to build a bridge in the extension of the third bridge would be welcome. However, this should be considered a long-term project for the years around 2030. The most urgent project that requires an immediate investment is that of the initial Vridi Bridge alignment. If investments are available, priority should be given to the bridge according to the former SDU 2000 alignment.	-The functions of these two bridges (SDU 2000 and JST) are different. The former alignment will only contribute to local traffic in the port area whereas the JST proposal will improve traffic flow on a larger scale, by providing appropriate infrastructure to reach the "Autoroute du Nord" (Northern Highway).  -It is unlikely that JICA will finance a project that has not been studied within the scope of the SDUGA.
	male	From your presentation, we see that the modal share for the Wôrô-Wôrô and Gbaka keeps increasing and will continue with this trend despite all the modern transport modes that we will be developing. This is quite worrying because this type of transportation is very insecure. The first problem related to this fact is that these two informal	In the project, we have addressed the issue regarding the informal sector. If you consider the figures from 1998 to 2013, you'll see the modal share increasing significantly. The problem with the Wôro-Wôrô and Gbaka is that they provide a very accessible means of transport; and we would like to replace that accessibility with a trial program, probably run by SOTRA Mini Buses, which would connect to the new lagoon transport system.

		modes will have to be moved to the formal sector; secondly, the strategies used to make this change are completely outdated. In your presentation I did not see any suggestions, in terms of policy and planning, regarding the restructuring of the informal sector, which should be an important aspect of urban transport planning.	At the moment, all the transport from Yopougon goes into Plateau and Anyama; but if we introduce our trial program, people will have access to high quality transit which will take them straight across to Plateau.
Premature	Male	The transport policy which is considered in Abidjan is to develop a mass transit system. This is why an urban train is considered from Anyama to the Airport, with adjacent roads going towards Yopougon and Bingerville; so our vision is not to develop the Wôrô-Wôrô and Gbaka, but rather to develop mass transit. We are worried by the fact that your forecast analysis shows an increase in the demand regarding Wôro-Wôrô and Gbaka. This means that the transport system will need a readjustment and even other alternatives such as lagoon transport.  In conclusion, we hope that in time, there will be a significant reduction of individual transportation modes (Wôrô-Wôrô and Gbaka) in terms of demand forecast. If this is not the case, then you'll have to propose us a plan which corresponds to our vision for urban transport in Abidjan.	We can introduce all sorts of policies to reduce or eliminate Wôrô-Wôrô and Gbaka, but the fact is that the tendency cannot be reduced simply because these are highly accessible transport modes for the population.
Grand Bassam Town Hall	Male	In a few months we will certainly inaugurate the Abidjan-Bassam Highway. What does the Urban Transport Master Plan propose for this highway, in terms of transportation modes?	In our forecasts, we are planning to extend the SOTRA Express Bus service. Therefore the frequency of the existing bus services will be improved in our model by 2030.
	Male	According to your analysis, the majority of trips are those made by students. Hence we can say that, for the development of the transport system, the target population is the weakest, in terms of income. This will generate more responsibilities from the government in terms of subsidies. However, our vision is to have a public transport system developed by the private sector.	Most of the "home-to-education" trips are short and non-motorised (walking); so there is no cost to cover by the Government. As for the "home-to-work" trips, they will be taken into account by the high quality rail transport that will be put in place.

Male	You said that in Cocody, we can develop a transport model based on the BRT and Tramway systems. However, I believe the same thing can be done in Yopougon; because in the next ten years there will be an important increase in the population of that commune. Therefore I would like to know if you could propose an internal transport system in Yopougon just as you did for Cocody.	What we recommend for Yopougon is a rail-based system based in order to remove the accessibility advantage of Wôrô-Wôrô. In a not too distant future, Yopougon will have a high quality ferry service linking it to plateau. We will also provide, as a long distance plan for the East-West corridor, a railway road, which will also make Yopougon even more accessible. Yopougon is where we want to propose an alternative plan to the Wôrô-Wôrô. We have recommended an experimental program to address the informal sector issue; and according to this program, the service provided has to be reasonably fair in order to compete with the Wôrô-Wôrô.
Male	-For your transport model you used the average income. Is it the average income of the household or per capita within each household? Because the average income per household can be a bad indicator, as there are great income disparities from one household to another. If you do not consider the income per capita then I'm afraid your model will be biased; because it the average income that determines the transport mode.  -According to your results, non-motorised trips represent more than 40% of modal shares. This can be explained by the low-income of the residents. The large modal share for non-motorised trips means that most trips occur within the communes; therefore we suggest that you consider, in your project, the possibility of an internal tramway in Yopougon, Abobo and Cocody, as these are big communes that extend over longue distances.  -Currently, the poverty rate is well over 48%; in other words, 1 out of 2 Ivoirians live with less than \$1. Today, \$1 cannot allow a person to go to Plateau from Yopougon and return home.	-Regarding the question of income, we do not consider "per capita" income as an important indicator. We consider household income; because you can have a person who is not gaining enough money in wealthy household, where, for example, a parent is earning lots of money. That means that the household has a higher degree of accessibility to quality transportation. Therefor we always consider household income as a controlling factor, not "per capita" income.  -Concerning you suggestion on a tramway proposal for Yopougon Abobo and Cocody, we will share that suggestion with the entire project team.  -We do consider the "poverty indicator". However, we also hope that in the future the income will rise; so we are anticipating.